



EMPLOI, TRAVAIL & BOULOTS

La réalité vécue par les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale

10^{ème} RENCONTRE EUROPEENNE DES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETE

13 et 14 mai 2011

Palais d'Egmont, Bruxelles

Sous les auspices de la Présidence hongroise de l'Union Européenne
Avec le soutien de la Commission Européenne
Organisée avec l'appui du Réseau Européen de Lutte contre la Pauvreté-EAPN
Accueillie au Palais d' Egmont de Bruxelles par le gouvernement belge

REMERCIEMENTS

Coordinatrice – Micheline GERONDAL

Rapport final – Pauline GEOGHEGAN

Photographe – Raymond DAKOUA

Couverture : Présentation créative de la délégation du Royaume-Uni,
préparée par « Migrant Voice » et ATD Quart-Monde

ISBN 978-2-930252-61-2

Table des matières

REMERCIEMENTS	3
LA STRATEGIE EUROPE 2020 FERA-T-ELLE LA DIFFERENCE?	5
PRINCIPAUX MESSAGES ADRESSÉS PAR LA 10ÈME RENCONTRE AU CONSEIL SUR L'EMPLOI, LES POLITIQUES SOCIALES, LA SANTÉ ET LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS	6
PLANTONS LE DÉCOR: SÉANCE PLÉNIÈRE D'OUVERTURE	8
POURQUOI SOMMES-NOUS ENCORE ICI ? LE SUIVI DES RENCONTRES EUROPÉENNES DES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ	12
NOTRE RÉALITÉ : ACCÉDER AU TRAVAIL, À L'EMPLOI ET AUX BOULOTS PARTOUT EN EUROPE	16
TRAVAIL, EMPLOI ET BOULOTS: MESSAGES ET PROPOSITIONS DES ATELIERS	20
UN EMPLOI DE QUALITÉ, UN SALAIRE DÉCENT ET DES DROITS SOCIAUX	21
ENSEIGNEMENT, FORMATION ET APPRENTISSAGE	24
SERVICES POUR L'EMPLOI : UNE OCCASION RATÉE ?	25
DISCRIMINATION : UN OBSTACLE DE TAILLE À L'EMPLOI	26
CONCILIATION DES VIES FAMILIALE ET PROFESSIONNELLE, AIDANTS ET BÉNÉVOLAT	29
LE DROIT À LA DIGNITÉ	31
LA CRISE	32
PARTICIPATION	33
« LE PROBLÈME RÉSIDE DANS LA MISE EN ŒUVRE... » RÉACTIONS DES INVITÉS QUI ONT PARTICIPÉ AUX ATELIERS RÉSUMÉ DE JULIEN VAN GEERTSOM, PRÉSIDENT DU SERVICE PUBLIC BELGE INTÉGRATION SOCIALE	34
« LE CRI DE LA PAUVRETÉ EST DE PLUS EN PLUS FORT » - RÉACTIONS DES DÉLÉGUÉS	35
LES INSTITUTIONS ET LES PARTENAIRES SOCIAUX DANS LA LUTTE POUR DES EMPLOIS DÉCENTS : LE POINT DE VUE DES MEMBRES DU PANEL	36
« NOUS SOMMES LES SEULS CAPABLES D'EXPLIQUER NOTRE SITUATION »: LA RÉPONSE DES DÉLÉGUÉS AU PANEL	38
« VOTRE PAROLE DOIT ÊTRE ENTENDUE ! » : MOTS DE CONCLUSIONS	39
ANNEXE 1 : RÉPONSE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE, DG EMPLOI, AUX DEMANDES ET AUX MESSAGES EXPRIMÉS LORS DES RENCONTRES DES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ ET D'EXCLUSION SOCIALE	40
ANNEXE 2 : RÉPONSE D'EAPN AUX EXIGENCES ET AUX MESSAGES FORMULÉS LORS DES RENCONTRES EUROPÉENNES DE PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ ET D'EXCLUSION SOCIALE	42
ANNEXE 3 : DÉLÉGUÉS ET INVITÉS DE LA 10ÈME RENCONTRE EUROPÉENNE DES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ	45

« **Emploi, travail et boulots : la réalité vécue par les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale** », tel était le thème de la dixième Rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, qui s'est déroulée à Bruxelles les 13 et 14 mai 2011. La Rencontre était organisée sous les auspices de la Présidence hongroise de l'Union européenne, avec le soutien de la Commission européenne et du Réseau européen de lutte contre la pauvreté - EAPN. Elle était accueillie au Palais d'Egmont de Bruxelles par le gouvernement belge. Tout comme cela avait été le cas au cours des neuf années précédentes, les délégués étaient des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, regroupées dans des délégations nationales en provenance de 26 pays. D'autres participants étaient invités à la Rencontre. Il s'agissait de responsables politiques venant des institutions européennes (Commission, Parlement, les actuelles et futures présidences hongroise, polonaise et danoise de l'UE), d'instances internationales, de partenaires sociaux (Confédération européenne des syndicats et Business Europe), du monde académique et d'autres ONG.

Alors que la crise s'aggrave, que les emplois se raréfient, que les aides sociales sont plus difficiles à obtenir et que la qualité de vie des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale va en se détériorant, la question qui taraude la majorité des participants est : *les nouveaux instruments, mis en place notamment dans le cadre de la stratégie Europe 2020, vont-ils véritablement apporter du changement dans leur vie ?*

Les personnes en situation de pauvreté ont l'occasion de décrire les thèmes qui leur tiennent à cœur et de formuler des propositions pour surmonter les obstacles à l'emploi, au travail et aux boulots. Précisons qu'en dépit des résultats engrangés ces dernières années au niveau européen (et souvent également au niveau national), la colère gronde parmi les personnes en situation de pauvreté qui ne voient aucun impact concret de ces avancées. Face à l'impact de la crise mondiale, elles ne peuvent plus attendre : « les personnes en situation de pauvreté ressentent davantage l'impact de la crise que les banques ».

Les invités, présents pour écouter et échanger avec les délégués, rappellent l'importance d'être à l'écoute des personnes en situation de pauvreté lorsqu'il s'agit d'élaborer des politiques européennes.

Le présent rapport est le compte-rendu des débats et des propositions formulées par les délégués et les invités au cours de la Rencontre. Vous y trouverez en premier lieu une réflexion sur les résultats des précédentes Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté et du suivi qui leur a été donné. Ensuite, le rapport résume les présentations créatives préparées par chacune des délégations nationales à propos de leur expérience de première ligne en matière d'emploi, de travail et de boulots. Enfin, la dernière partie relate les débats et les recommandations adressées aux responsables politiques dans ce même dossier. Les recommandations sont le fruit de l'expérience des délégués et des 6 ateliers de discussion avec les invités.

En annexe à ce rapport, vous trouverez les réponses de la Commission européenne et d'EAPN aux demandes et aux messages formulés lors des précédentes rencontres.

Vous trouverez également une liste des délégués de la 10^{ème} rencontre.

Principaux messages adressés par la 10^{ème} Rencontre au Conseil sur l'emploi, les politiques sociales, la santé et la protection des consommateurs

« Emploi, travail et boulots : la réalité vécue par les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale », tel était le thème de la dixième Rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Alors que la crise s'aggrave, que les emplois se raréfient, que les aides sociales sont plus difficiles à obtenir et que la qualité de vie des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale va en se détériorant, la question qui taraude la majorité des participants est : *les nouveaux instruments, mis en place notamment dans le cadre de la stratégie Europe 2020, vont-ils véritablement apporter le changement dans leur vie ?*

Principaux messages des personnes en situation de pauvreté

- **Des emplois de qualité s'imposent** - Si l'emploi permet réellement de sortir de la pauvreté, les autorités publiques et les partenaires sociaux doivent combattre le phénomène des « travailleurs pauvres », créer des emplois de qualité avec des salaires convenables, de bons régimes de protection sociale qui respectent les responsabilités familiales et professionnelles. Des emplois de qualité pour des personnes pauvres ne constituent pas une réponse.
- **Nous constatons une pénurie d'emplois** - Les délégués confirment que, si les personnes en situation de pauvreté veulent travailler, elles sont rattrapées par la réalité : le nombre de demandeurs d'emplois est plus élevé que le nombre d'emplois disponibles. La crise a eu pour effet d'aggraver cette situation. En l'absence d'emplois, les personnes doivent avoir accès à un revenu suffisant pour vivre dans la dignité.
- **Il faut soutenir l'accès à l'emploi** - Quand trouver un emploi s'avère difficile, un soutien sur mesure devrait être proposé aux personnes en situation de pauvreté ou aux chômeurs de longue durée afin d'accéder à un emploi décent. Investir dans la prime

enfance, dans l'enseignement (et ne pas abandonner les décrocheurs scolaires) et dans l'apprentissage tout au long de la vie pour les personnes en situation de pauvreté s'impose si l'on veut accroître leurs possibilités d'accéder à l'emploi.

- **Il faut combattre les discriminations** - Une attention particulière doit porter sur la problématique des discriminations et de l'exclusion de groupes comme les personnes handicapées, les migrants, les anciens détenus, les chômeurs de longue durée et les Roms. Appliquer les législations anti-discrimination tout en entreprenant des actions positives doit être mené de front pour surmonter les obstacles causés par les discriminations. Les difficultés rencontrées par les femmes, qui souvent doivent assumer des responsabilités majeures de prise en charge et travaillent fréquemment dans des secteurs caractérisés par la précarité d'emplois de faible qualité, méritent une attention particulière.



- **Les engagements pris doivent être réalisés** - D'après les délégués, ce ne sont pas les belles propositions pour combattre la pauvreté qui manquent (l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté, la recommandation sur l'inclusion active et sur un revenu minimum adé-

quat, l'accès aux services de base et l'aide à l'accès à l'emploi, les stratégies de lutte contre le sans-abrisme ou contre la pauvreté des enfants). Le message des délégués est clair : tout doit être fait pour assurer le suivi et la mise en œuvre des engagements pris. Ils rappellent que les personnes en situation de pauvreté sont prêtes à s'engager à tous les niveaux pour faire ce qui doit être fait.

- **Il faut lutter contre les causes, et pas uniquement contre les symptômes, de la pauvreté** - Les délégués réaffirment que les systèmes économiques et sociaux en place influencent les niveaux et la gravité de la pauvreté. Ils demandent aux institutions politiques d'y répondre en s'attaquant surtout aux causes de la pauvreté et pas seulement aux symptômes.

En ce qui concerne l'avenir, un appel est lancé afin que la Rencontre annuelle prenne une place structurelle au sein de la Plateforme européenne de lutte contre la pauvreté et qu'elle soit soutenue par des rencontres aux niveaux nationaux et régionaux dans le cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté.

Plantons le décor: séance plénière d'ouverture

Mots de bienvenue prononcés par Csaba ORY, Membre du Parlement européen, Président de la 10^{ème} Rencontre

En prélude à la Rencontre, Csaba Ory en rappelle l'importance. Il a assisté à nombre de réunions sur ce sujet au sein du Parlement Européen et il soutient l'approche basée sur la Méthode Ouverte de Coordination. C'est un honneur de présider cette Rencontre sous Présidence hongroise de l'UE qui souhaite se concentrer sur la stratégie Europe 2020. Au sein de l'UE, la communauté Rom est particulièrement touchée par la pauvreté. L'UE a reconnu que la pauvreté affecte tous les territoires européens et qu'elle mérite la plus grande attention. Voilà pourquoi l'UE a lancé la stratégie Europe 2020, dont l'objectif est de donner « un nouvel élan et plus de dynamisme » à l'Europe.

Sur fond du nombre de personnes âgées en constante augmentation dans la société, Csaba Ory rappelle qu'il est nécessaire de lutter avec acharnement pour que « les personnes accèdent à l'emploi afin de garantir leur propre avenir ». Avec une mondialisation qui se renforce sans cesse, tant l'économique que le politique doit faire l'objet d'un remaniement en profondeur afin que les actions menées le soient de manière plus harmonieuse. La stratégie de lutte contre la pauvreté est au cœur de la stratégie Europe 2020.

La Rencontre permettra d'identifier des solutions concrètes aux problèmes quotidiens et de transmettre d'importantes idées et propositions aux responsables politiques. La plupart des délégués connaît des situations de pauvreté, il est donc indispensable que notre travail porte ses fruits.

Zoltán BALOG, Ministre d'Etat en charge de l'inclusion sociale, Hongrie

Etre pauvre recouvre beaucoup de choses différentes. Lorsqu'un responsable politique doit répondre à la question : « que signifie la pauvreté ? », il doit impérativement, avant de répondre, interroger les personnes concernées. Les acteurs de la Rencontre sont ces personnes en situation de pauvreté ; dès lors, le dialogue est un passage obligé dans la recherche de solutions. Le dialogue a pour objectif que nous nous mettions à l'écoute. Quand on élabore des politiques, l'erreur habituelle est de discuter sans écouter.

En Hongrie, c'est le Ministère de l'Inclusion sociale qui est responsable de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il est en charge des programmes de lutte contre la pauvreté des enfants, ainsi que de l'inclusion

des communautés Rom. Nous pensons, au sein du Ministère, que le travail et l'emploi peuvent aider les personnes à sortir de la pauvreté. Pour la Hongrie, il s'agit d'une question particulièrement « sensible ». La pénurie d'emplois plonge de nombreuses personnes dans de grandes difficultés : la Hongrie compte plus de 700.000 Roms dont 75%, au moins, n'ont pas accès à l'emploi. En outre, en Hongrie, 16% des enfants vivent dans des ménages à faible intensité d'emploi. Notre objectif est d'insérer sur le marché du travail 400.000 personnes. Il s'agira de créer de nouveaux emplois, de faire en sorte que les personnes soient mieux préparées à l'emploi et d'éviter ainsi qu'elles ne dépendent des aides sociales.

Les programmes pour l'emploi ne suffisent pas pour les chômeurs de longue durée ; il est nécessaire de sensibiliser les personnes en situation de pauvreté afin qu'elles « se sentent davantage concernées par la recherche d'un emploi ». Tous les programmes sociaux doivent faire l'objet d'une coordination ; la Méthode Ouverte de Coordination jouit d'une reconnaissance importante et, ayant fait la preuve de son efficacité, elle a eu une influence considérable sur les politiques sociales.

« Nous devons être à l'écoute des personnes ! »

Il y a peu, M. Balog a rencontré un groupe de 45 personnes devenues « des experts du vécu ». La stratégie Europe 2020 ne devrait pas reposer uniquement sur les objectifs économiques, mais poursuivre également l'inclusion sociale... « Nos sociétés ne peuvent pas uniquement avoir pour moteur l'emploi ; leur but doit être l'inclusion sociale. » La pauvreté peut entraîner une perte d'estime de soi ; dès lors nous devons continuer à vouloir que la démocratie et la solidarité se répandent partout en Europe par le biais de l'inclusion sociale.

« En Hongrie, l'élite politique connaît d'importants changements : certains dirigeants de la nouvelle élite politique viennent d'un milieu plus pauvre... nous devons nous rappeler que leur expérience passée forme encore de nos jours le quotidien d'un grand nombre de personnes. »

László ANDOR, Commissaire européen en charge de l'Emploi, des Affaires Sociales et de l'Inclusion

Le Commissaire réaffirme l'importance des Rencontres annuelles des personnes en situation de pauvreté. En effet, chaque année, elles contribuent à maintenir

la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au sommet de l'agenda politique, tant au niveau national qu'europpéen. Voilà une preuve évidente que l'efficacité des politiques d'inclusion sociale dépend de la participation politique des personnes en situation de pauvreté. Le nombre de personnes en situation de pauvreté n'a pas diminué au cours des dernières années ; à cause de la crise économique et financière, le nombre de personnes menacées par la pauvreté a dépassé les 80 millions. La grande question est : comment éviter un détricotage de la protection sociale et une augmentation de la pauvreté alors que l'heure est aux graves contraintes budgétaires ? Pour la première fois, la lutte contre la pauvreté se trouve au cœur de l'agenda européen grâce à la stratégie Europe 2020, pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

Dans un premier temps, les Etats membres ont adopté **un objectif chiffré européen commun visant à sortir de la pauvreté au moins 20 millions de personnes** d'ici 2020. Le mois dernier, les Etats membres ont, pour la plupart, présenté leurs objectifs chiffrés nationaux, censés contribuer à la réalisation de l'objectif chiffré européen. « Cependant, nous ne pourrions y parvenir seuls. Nous aurons besoin de votre aide pour capitaliser sur ces objectifs chiffrés grâce à vos activités ».

En second lieu, la **Plateforme européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion** a été adoptée en décembre 2010 avec l'objectif de combattre non seulement les symptômes, mais également les causes de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Il s'agit d'aller au-delà de nos domaines traditionnels d'action, la protection sociale et les services sociaux. En effet, la Plateforme appuiera également l'innovation sociale afin de promouvoir des réponses plus novatrices aux besoins sociaux. Elle définira également les mécanismes d'une utilisation plus efficace des financements européens.

Troisièmement, la Commission a adopté une initiative politique censée traduire et appliquer l'approche de la stratégie Europe 2020 à la situation socio-économique particulière des populations **Roms**. En Avril, la Commission a présenté une communication qui, tout en soulignant le caractère inacceptable de la situation des populations Roms, propose un cadre européen pour des stratégies nationales d'intégration des communautés Roms. La toute première réunion du Conseil de l'EPSCO consacrée exclusivement aux populations Roms définira les prochaines étapes de l'application de ce nouveau cadre européen.

Cette année, la Rencontre Européenne des personnes en situation de pauvreté a pour thème **l'emploi, le**

travail et les boulots. A côté de l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté, la stratégie Europe 2020 poursuit également un objectif chiffré ambitieux en matière d'emploi : 75% de taux d'emploi pour les hommes et les femmes d'ici à l'horizon 2020. Il s'agit là d'un défi rendu plus grand encore par la récente crise. Actuellement, dans toute l'Europe, on estime à 23 millions le nombre de personnes à la recherche d'un emploi - 7 millions de plus qu'avant la crise - tandis que le chômage des jeunes a augmenté de 1,3 millions. Parmi ceux-ci, ils sont nombreux à n'avoir jamais eu l'occasion d'acquérir la moindre expérience professionnelle. L'objectif consiste à responsabiliser tous les européens et à leur offrir la meilleure combinaison de compétences.

Cependant, avoir un emploi ne met pas toujours à l'abri de la pauvreté ni de la précarité - aujourd'hui encore, **8% de travailleurs dans la population active sont menacés par la pauvreté**. La législation de protection du travail nécessite une réforme en profondeur afin que se réalise un équilibre réel entre croissance de l'emploi et qualité des emplois, et que se réduise la segmentation du marché de l'emploi.

L'inclusion active des personnes les plus éloignées du marché du travail est un objectif central de l'UE et des Etats membres. Il est essentiel que les personnes les plus éloignées du marché de l'emploi bénéficient d'une meilleure aide sociale et que cette aide se poursuive une fois un emploi trouvé. En effet, il importe d'éviter la spirale dangereuse « chômage-emploi de faible qualité-emploi précaire-chômage ». Toutefois, dans plusieurs Etats membres, un pourcentage considérable de personnes dans le besoin n'ont pas accès à l'aide sociale ou ne la sollicitent pas alors qu'elles y ont droit.

Dans 20 Etats membres sur 27, le niveau **de pauvreté des enfants** est élevé. Dans le cadre de la stratégie Europe 2020, certains Etats membres ont choisi de privilégier la lutte contre la pauvreté des enfants dans leur Programme National de Réforme. Une recommandation sur la pauvreté des enfants sera présentée en 2012.

La stratégie Europe 2020 propose une nouvelle structure de gouvernance favorisant **l'approche de partenariat**. Il s'agit d'associer plus étroitement les parties prenantes dans l'évaluation et le suivi des résultats. Dans ce cadre, la Commission demande aux Etats membres de nouer de véritables partenariats avec leurs parlements nationaux et avec les parties prenantes, telles que les partenaires sociaux, la société civile et les personnes en situation de pauvreté.

Il s'agirait pour ses derniers de participer à la conception et à la mise en œuvre des Programmes Nationaux de Réforme.

Le Commissaire Andor conclut qu'il espère que les délégués continueront à soutenir les efforts déployés pour qu'un véritable changement ait lieu dans la vie de tous les Européens.

Poul Skytte CHRISTOFFERSEN, Ambassadeur danois, représentant la Présidence danoise de l'Union Européenne en 2012 en lieu et place du Ministre danois des Affaires sociales, excusé.

Poul Skytte Christoffersen confirme que la Rencontre a pour but d'écouter des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. En 2002, la première Table Ronde sur la pauvreté et l'exclusion Sociale s'est déroulée à Aarhus, dans le cadre de la Présidence danoise de l'Union Européenne. Depuis, elle a lieu chaque automne. Reconnaisant l'importance de la participation des personnes qui connaissent le mieux la pauvreté, chaque printemps a lieu la Rencontre des personnes en situation de pauvreté, comme celle d'aujourd'hui.

Lors de la première Table ronde, le Ministre danois avait déclaré : « avant tout, il est important que chacun participe à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Tous les acteurs devraient être impliqués : au niveau national, régional et local. Les volontaires ont également un rôle essentiel à jouer. Ce sont les efforts conjoints qui portent les meilleurs fruits. Nous devons nouer des partenariats. Les personnes les plus robustes doivent faire la course en tête et prendre le vent pour les personnes qui disposent de moins de ressources. Nous devons assumer notre responsabilité collective et faire preuve d'ouverture ; mais avant toute autre chose, *tous les usagers doivent être associés !* »

Ces mots sont toujours d'actualité et gardent toute leur importance alors que débute la stratégie Europe 2020, car force est de reconnaître que la croissance et l'inclusion sociale doivent aller de pair. L'inclusion sociale figurera en bonne place dans l'agenda des prochaines années et la coopération dans ce dossier a déjà été renforcée.

La pauvreté présente plusieurs facettes ; il ne s'agit pas uniquement d'une question d'argent, mais également d'emploi, de santé et de ressources sociales. En guise de conséquences, il est essentiel d'adopter

une approche intégrée, globale et préventive. A la base, nous devons aborder tous les problèmes sous-jacents et leur apporter des solutions innovantes.

Les gouvernements et les politiciens ne pourront pas s'en sortir seuls. Les ONG et les citoyens devront également apporter leur contribution. Voilà pourquoi la Présidence danoise s'est donné comme priorité de consolider le travail social volontaire, par le truchement d'une stratégie nationale de la société civile. Au Danemark, la priorité du secteur volontaire est d'obtenir qu'on reconnaisse ce qui fait la différence de son apport : des relations personnelles de confiance avec les citoyens, ainsi que des idées innovantes. Nous souhaitons donc que 2011, Année européenne du Volontariat, apporte un nouvel élan aux idées innovantes, car de nouvelles solutions sont nécessaires. Le Danemark est impatient de pouvoir accueillir la prochaine Rencontre des personnes en situation de pauvreté dans le cadre de sa Présidence de l'Union Européenne au printemps de l'année prochaine.

Leif JENSEN, Danemark, parlant au nom des délégués de la 9^{ème} Rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale

Leif Jensen se demande quel est l'intérêt de ce genre de rencontres. Même si nous venons tous d'horizons différents, les Rencontres rassemblent des personnes qui connaissent les mêmes problèmes et qui désirent en parler. Il ne s'agit pas de stigmatiser les personnes vulnérables, mais de trouver des solutions communes aux diverses formes de pauvreté. Il est positivement surpris que les Rencontres ne se veuillent pas un lieu où l'on établirait un classement des niveaux de misère. Il ne s'agit pas de déterminer qui est le plus pauvre ou qui mène la vie la plus difficile, mais plutôt de définir les caractéristiques communes aux diverses manifestations de la pauvreté en Europe. Il ne fait pas l'ombre d'un doute que la pauvreté s'exprime et se vit différemment d'un pays à l'autre. Toutefois, il reste partout inacceptable que des citoyens ne puissent pas participer à la société dans laquelle ils vivent, pour l'unique raison qu'ils ne disposent pas de moyens financiers.

La 9^{ème} Rencontre a clairement montré la variété et la diversité des problèmes. Cependant, tous les pays partagent le constat de nombreuses pénuries : il n'y a pas assez de logements abordables pour les personnes à bas revenus, pas assez d'emplois rémunérés décemment, pas assez de droits pour les personnes handicapées et pas assez d'ouverture sur le marché de l'emploi – une ouverture qui permettrait aux personnes capables de travailler d'occuper un emploi. Lors de la dernière Rencontre, nous nous sommes posés de nombreuses questions : « n'est-ce pas un jeu ? », « sommes-nous vraiment écoutés ? », « sommes-nous entendus ? ». Nous avons formulé une série de suggestions et certains des vœux des délégués ont été entendus ; peut-être ne seront-ils jamais exaucés, mais nous espérons que des petites semences seront plantées dans l'esprit des responsables politiques : une petite graine qui avec un peu de chance, se transformera en de

grandes initiatives concrètes, pour autant que la volonté y soit. Rappelons-le : l'argent n'est pas tout, ... « mais c'est quand même une bonne chose d'en avoir ! ».

La Rencontre est également l'occasion de se souvenir de ceux et de celles qui nous ont quittés, soit parce que nous les avons perdus de vue, soit parce qu'ils ont quitté ce monde : Marc Jacques de France, Ole Rudolf et Steen Viggo Jensen du Danemark, Dan Nilson de Suède, Sandor Lajtos de Hongrie, Dian Said de Malte et Fiorella Inbimbo d'Italie.



Pourquoi sommes-nous encore ici ? Le suivi des Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté

Fintan FARRELL, Directeur d'EAPN

Cinq messages principaux se dégagent des questions que les délégations se posent à propos du suivi donné au Rencontres européennes :

- La **crise et les mesures d'austérité** constituent les réalités concrètes vécues par les populations. En réalité, ce sont « les personnes en situation de pauvreté qui paient le prix de la crise ». C'est comme si les causes de la crise étaient à trouver du côté des systèmes de protection sociale, et non pas des imprudents spéculateurs. Dans ce contexte, il est difficile de donner le moindre crédit à l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté et aux aspects sociaux de la stratégie Europe 2020. Les délégations demandent des preuves que l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté sera pris au sérieux par les dirigeants européens.
- Tout qui a entendu parler de la **Plateforme de lutte contre la pauvreté** s'interroge fortement sur la manière d'y participer au niveau national et local. Y aura-t-il un lien entre la Convention prévue dans le cadre de la Plateforme de lutte contre la Pauvreté et les Rencontres européennes annuelles des personnes en situation de pauvreté?
- **Le sans-abrisme et la pauvreté des enfants** étaient au cœur des précédentes Rencontres. Puisqu'il y a peu de personnes pauvres dans les familles riches..., nous devons impérativement aborder ces questions. Comment faire en sorte que la lutte contre le sans-abrisme s'inscrive dans une approche intégrée de la lutte contre la pauvreté ? Les stratégies de lutte contre le sans-abrisme s'attaqueront-elles également aux besoins de groupes spécifiques tels que les gens du voyage ou les populations Roms ? Une recommandation sur la pauvreté des enfants fera-t-elle vraiment la différence ?
- A-t-on avancé dans le dossier du **revenu minimum adéquat** ? La recommandation sur l'inclusion active a-t-elle eu un impact sur le terrain ? La référence à la précarité énergétique dans les plans nationaux sur l'énergie, qui relève du Paquet Energie, a-t-elle débouché sur des résultats concrets ?
- De plus en plus de personnes sont victimes de stigmatisation en raison du lien entre **discrimination et pauvreté** : comment surmonter cet obstacle et accéder à l'emploi ? Dans l'élaboration du soutien aux familles monoparentales, on ne peut pas les contraindre à des choix impossibles.

Le point de vue des délégués

La délégation allemande est d'avis que, si les Rencontres des personnes en situation de pauvreté ont une importance capitale, « à chaque fois, on redémarre à zéro ». « Rien ne bouge »...les réponses ne sont pas très concrètes ; chaque année, lors de la préparation de la Rencontre, nous sommes confrontés à des problèmes, notamment financiers ... « *Nous souhaiterions engranger des résultats concrets. Il faut agir.* »

Dans ce but, la délégation autrichienne propose de mieux s'organiser entre les Rencontres et de s'échanger des informations sur ce qui se passe au sein de l'UE. Une coordination s'impose dans nos pays et partout en Europe. « Il faut créer les conditions du respect des droits fondamentaux. »

Les délégués belges et italiens se demandent quels sont les liens entre les Rencontres des personnes en situation de pauvreté et les rencontres annuelles prévues dans le cadre de la Plateforme européenne de lutte contre la pauvreté. Quel sort la Commission réserve-t-elle aux Programmes Nationaux de Réforme ? En Italie, il n'existe pas de revenu minimum et le programme national de réforme ne consacre que 22 lignes à la pauvreté. L'objectif chiffré de réduction de la pauvreté exige, pour qu'il se réalise, une véritable relance économique. Que faire pour remédier à l'absence de partenariat et de revenu minimum ? « *Le Programme de Réforme National n'aidera pas à réaliser les objectifs chiffrés. Nous devons également nous attaquer aux discriminations.* » (Italie)

La délégation allemande présente une déclaration et invite les délégués à l'appuyer :

« Sachant que nous, « les pauvres en Europe », sommes maintenus dans la pauvreté (et que nous représentons environ 100 millions de personnes), que notre pauvreté est le fruit de systèmes économiques et sociaux injustes, nous exhortons les institutions politiques à enfin s'attaquer aux causes de la pauvreté et pas uniquement à ses symptômes. Nous ne voulons plus servir de main d'œuvre à bas coût par opposition à la main d'œuvre ordinaire ; lorsque nous sommes au chômage et ne pouvons travailler (par exemple en raison d'une maladie, du grand âge, du sans-abrisme, d'un manque de compétences...), nous souhaitons bénéficier de conditions de vie correctes ; enfin, nous revendiquons l'abolition d'un système économique qui rend les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. Nous, représentants des citoyens européens en situation de pauvreté, envoyons un message de solidarité aux pauvres du monde entier et nous les en-

courageons à nous rejoindre dans une lutte commune contre les riches. Vive une répartition plus équitable de la richesse dans la société ! »

Se recentrant sur le thème de la dixième Rencontre, les délégués s'inquiètent des difficultés d'accès à l'emploi pour les personnes âgées et pour les jeunes : « *nous parlons de l'emploi des jeunes et des jeunes Roms ; mais qu'envisage-t-on pour les plus de 50 ans ? Quels seront les résultats d'ici la fin de la décennie ? Les personnes déjà retraitées s'empareront-elles de la question des jeunes ?* » Les délégués ajoutent qu'il est particulièrement difficile pour les parents pauvres de conserver un emploi. Le travail « invisible » n'est pas considéré comme un « vrai travail », à l'image de la garde d'enfants ; en guise de conséquences, la pauvreté augmente chez les femmes ; or, si nous ne renouvelons pas les générations, l'emploi disparaîtra naturellement. Un document récent du Parlement Européen souligne que « *l'investissement dans les jeunes n'a pas pour unique propos d'éradiquer la pauvreté... il s'agit d'un investissement pour nous tous* ». Les employeurs imposent aux personnes qu'ils recrutent des conditions assez basses : « *nous devons nous assurer que les employeurs ne profitent pas de la crise !* » (Espagne).

Les invités du panel répondent au suivi des précédentes Rencontres

Jean LAMBERT (Royaume-Uni), membre du Parlement Européen

Le Parlement Européen prépare sa réponse au document instituant la **Plateforme de lutte contre la pauvreté**. A propos du « retour en arrière » que beaucoup ressentent, la lutte contre la pauvreté fait désormais partie de la stratégie Europe 2020 : comment gérer cette nouvelle donne ? Jean Lambert encourage les ONG à collaborer avec d'autres groupes au niveau local et national, car la politique sociale est une compétence nationale (par exemple, le logement, les aides sociales). Dès lors, des rencontres comme celle-ci devraient être organisées au niveau national.

Malgré les efforts déployés par EAPN et par les membres du Parlement Européen pour obtenir une **directive sur le revenu minimum**, il reste encore pas mal de monde à convaincre. En temps de crise, le revenu minimum est un important « stabilisateur » social. Voilà un des arguments massues des avocats du revenu minimum. Nous avons également besoin de « salaires décents ». Par exemple, à Londres, la « Lon-

don Citizens Living Wage Campaign » (campagne citoyenne londonienne pour un salaire décent) encourage les employeurs à payer des « salaires décents ». La Commission propose de présenter une évaluation de la recommandation sur l'**inclusion active** au Parlement Européen.

Un véritable suivi de la recommandation sur l'inclusion active serait une première réponse à une des nombreuses demandes des Rencontres.

De manière plus générale, un nouveau mécanisme d'évaluation des progrès au sein de nos sociétés s'impose. Il est essentiel de discuter de mesures allant au-delà du PIB. Par exemple, nous pourrions nous inspirer de l'approche plus globale que représente « l'indice national brut de bonheur », utilisé au Bhoutan.

Dans le dossier des **discriminations**, nombreuses sont les personnes horrifiées par le recours à « des actions paramilitaires »... nous avons besoin d'une approche plus « solidaire ». Le Parlement essaie d'obtenir l'application de la législation sur la non discrimination, pour que l'égalité des chances se réalise et qu'une société plus égalitaire voit le jour. En ce qui concerne la migration, nous devons nous battre pour l'égalité de droit et de traitement. Enfin, pour illustrer les discriminations dont sont de plus en plus victimes les allocataires sociaux, Jean Lambert rappelle le texte des affiches utilisées lors d'une récente manifestation à Londres : « *Avant, nous étions les pauvres chéris, désormais, nous sommes les parasites de la sécurité sociale* ».

Philippe COURARD, Secrétaire d'état belge pour l'intégration sociale et la lutte contre la pauvreté (Présidence européenne de 2010)

Dans le domaine social, la Présidence belge s'est concentrée sur trois aspects, qui figurent tous en bonne place dans les recommandations des précédentes Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté : **un revenu minimum adéquat, la pauvreté des enfants et le sans-abrisme**. Les efforts déployés pour obtenir une directive sur le **revenu minimum adéquat** ont échoué, de nombreux gouvernements n'étant pas prêts à envisager cette possibilité. Si nous avons obtenu une « révision par les pairs » sur ce sujet, il reste pas mal de pain sur la planche. Dans le dossier du sans-abrisme, nous avons organisé, avec le soutien de la FEANTSA, une ambitieuse conférence de consensus. La Plateforme de lutte contre la pauvreté, pour sa part, s'est enga-

gée à assurer le suivi des conclusions de cette conférence. Le dossier de la pauvreté des enfants a également progressé et nous avons obtenu l'engagement qu'une recommandation européenne sur ce thème soit rédigée.

A propos de l'emploi, M. Courard demande du réalisme : il n'y aura pas de plein emploi dans un futur proche. En conséquence, nous devons veiller au maintien de bons systèmes de protection sociale afin que ceux et celles qui ne trouvent pas de travail soient assurés d'une aide financière. Il faut également garantir des emplois de qualité. Si nous voulons progresser dans la lutte contre la pauvreté, nous devons inverser la tendance et mettre un terme à l'augmentation du nombre de « travailleurs pauvres ». Il est essentiel de réglementer afin de garantir des emplois de qualité.

La lutte contre la pauvreté devrait démarrer par des **actions préventives**, notamment dans les domaines du logement, de la santé, de l'éducation, de la formation, de l'aide à l'emploi, etc. Des services abordables et accessibles et de bons systèmes de sécurité sociale sont essentiels pour prévenir la pauvreté. A l'avenir, nous devons également veiller, comme l'a dit le Commissaire Andor, à utiliser les **Fonds structurels** pour soutenir l'agenda d'inclusion sociale.

Antonia CARPARELLI, Directrice faisant fonction pour la stratégie EU 2020, les politiques sociales, DG Emploi, Affaires Sociales et Inclusion, Commission Européenne

Le Commissaire a donné la réponse politique de la Commission en séance d'ouverture. Pour ce qui concerne la participation des personnes en situation de pauvreté au sein de la nouvelle **Plateforme de lutte contre la pauvreté**, il s'agit d'un nouveau programme doté d'une nouvelle structure qui s'inscrit dans le droit fil des acquis des dernières années, notamment par le biais de la Méthode Ouverte de Coordination; nous voulons consolider les instruments à notre disposition, comme la Table Ronde annuelle sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale qui deviendra une Convention annuelle. L'objectif est de nouer un lien entre la Convention et une meilleure implication des partenaires. Le lien entre les personnes en situation de pauvreté, la Table ronde et la nouvelle Convention sera maintenu.

« Même si les rencontres des personnes en situation de pauvreté ne sont pas mentionnées dans la plateforme de lutte contre la pauvreté, cela n'a pas affaibli le rôle des personnes en situation de pauvreté. »

Que penser de ceux qui pensent que le volontariat affaiblit l'intervention publique ? Ce n'est pas ce que la Commission envisage dans le cadre de l'Année européenne 2011. La Plateforme de lutte contre la pauvreté est la preuve qu'il est important de promouvoir l'économie sociale dans son sens large, de faciliter son rôle dans les marchés publics et les aides d'état.

Les Rencontres des personnes en situation de pauvreté contribuent à une meilleure connaissance de la pauvreté en Europe ; sans elles, il serait impossible de donner un visage à la pauvreté. Nous ne devons pas sous-estimer le phénomène de cette « Europe silencieuse » ; dans certains pays, les personnes restent systématiquement dans le silence et les nouvelles formes de pauvreté atteignent des sommets. La Rencontre européenne annuelle des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale peut accélérer l'organisation de rencontres de personnes en situation de pauvreté aux niveaux national et local.

70 % des délégués considèrent que l'impact politique des rencontres annuelles reste limité. Pourtant, l'année dernière, notre directeur général, Robert Verrue, a qualifié la rencontre de « révélation ». De plus en plus de responsables et de décideurs politiques participent aux Rencontres des personnes en situation de pauvreté !

Ludo HOREMANS, Président d'EAPN

La question de la crise doit se poser dans tous les domaines politiques. Un rapport rédigé par EAPN montre qu'on n'a pas tiré les enseignements de la crise. Les pays dotés de bons systèmes de sécurité sociale ont mieux résisté, et pourtant les gouvernements réduisent les aides sociales. Il est nécessaire de mettre au point une stratégie européenne différente de celle qui, aujourd'hui, reste dominée par une approche économique restrictive. La Présidence belge a travaillé au dossier du revenu minimum, mais a fait face à la réticence de nombreux gouvernements. Nous devons donc nous assurer que quelqu'un s'empare de la lutte contre la pauvreté. Nous comptons sur le soutien de la Confédération européenne des Syndicats (CES) dans le dossier d'un revenu minimum pour tous et nous devons davantage nous concerter avec les syndicats pour qu'un lien positif s'établisse entre les régimes de revenu minimum et les salaires minimums.

EAPN considère que les **objectifs chiffrés de réduction de la pauvreté** ne sont pas assez ambitieux : on devrait fixer un minimum et non pas un maximum. En outre, il est important d'associer les gouvernements nationaux. Qui plus est, on ne donne pas suffisamment d'espace à **l'évaluation des plans nationaux de lutte contre la pauvreté**. Cette année, nous voulons garantir que la méthode ouverte de coordination soit renforcée en vue d'une participation plus active au niveau national.

La Plateforme de Lutte contre la Pauvreté ne contient aucune référence aux Rencontres des personnes en situation de pauvreté. Nous espérons néanmoins que les personnes en situation de pauvreté occuperont une place de choix lors de la première Convention Annuelle, prévue plus tard cette année. Nous souhaitons que celles-ci fassent partie intégrante de la Plateforme de lutte contre la pauvreté, notamment au niveau national.

Danielle DIERCKX, chercheuse, Université d'Anvers¹

Danielle Dierckx pose la question suivante : pourquoi sommes-nous ici pour la dixième fois ? Une recherche sur l'impact des Rencontres tire les conclusions suivantes :

- Les Rencontres rendent les décideurs politiques plus intelligents, car elles montrent la réalité qui se cache derrière les statistiques
- Les personnes en situation de pauvreté peuvent être des citoyens actifs
- Elles contribuent au façonnage de l'agenda, un message qui doit être renforcé dans les médias de chaque pays représenté
- Elles montrent l'importance de l'éradication de la pauvreté.

Il est convenu que les Rencontres doivent s'inscrire dans le cadre plus large de l'élaboration des politiques au sein de l'UE. Il serait bon de formuler des objectifs annuels.

Autres valeurs ajoutées des Rencontres : le renforcement de la société civile qui est essentiel dans la lutte contre la pauvreté ; de nouvelles organisations et collaborations voient le jour ; on souligne l'importance de l'implication des parties prenantes ; les personnes en situation de pauvreté sont moins isolées, davantage responsabilisées et mieux soutenues. En ces temps marqués par la crise et les mesures d'austérité, les Rencontres sont plus nécessaires que jamais pour que la lutte contre la pauvreté reste à l'agenda.

¹ Auteur de l'étude d'impact des rencontres européennes de lutte contre la pauvreté.

Notre réalité : accéder au travail, à l'emploi et aux boulots partout en Europe

Préalablement à la Rencontre, les délégations nationales ont été invitées à préparer de brèves présentations illustrant les différents aspects de leur expérience en matière d'accès à l'emploi, au travail et aux boulots. Il s'agit également de proposer des solutions ; les délégations, lors des présentations en plénière, ont pu utiliser de nombreux médias et faire preuve de la plus grande créativité : jeux de rôle, mime, musique, présentations PowerPoint et petits films.

Royaume-Uni : le jeu de l'oie « qui veut sortir de la pauvreté »² - le but du jeu est de montrer de manière simple la manière dont chaque expérience individuelle soit aide à sortir de la pauvreté, soit contribue à vous plonger dans une pauvreté plus extrême. Le jeu se réfère aux obstacles à franchir (notamment certaines politiques ou certains aspects structurels du secteur de l'emploi, de l'éducation, des aides sociales, des services d'aide à l'emploi..) et aux types de soutien à apporter, qu'ils soient institutionnels ou relèvent de la sphère familiale, du réseau d'amis ou consiste en l'aide donnée par la communauté.



Belgique : la présentation s'articule autour d'un **chapeau de magicien** utilisé pour aider les personnes en situation de pauvreté à dépasser certaines difficultés. « *Les personnes en situation de pauvreté doivent être de super magiciens et nous devons proposer des solutions pratiques* ».

Bulgarie : il s'agit d'un **jeu de dés pour les « riches » et les « pauvres »** auquel les riches gagnent toujours !

Estonie : la présentation donne « **un aperçu de la réalité de l'emploi en Estonie** » ; il est probable que la majorité de Estoniens croient que travailler plus rend heureux. Pourtant, les salaires sont si bas qu'un salaire moyen peut mener à la pauvreté... En Estonie, la réussite, c'est la dignité : demander de l'aide donne l'impression qu'on est bon à rien ... Pourtant, de nos jours,

la plupart des gens luttent quotidiennement pour s'en sortir et doivent même aller travailler lorsqu'ils sont malades. Un travail de sensibilisation s'impose, à propos des droits, des possibilités et des choix.

Finlande : une loi sur le salaire minimum est indispensable, au même titre qu'un revenu de base... pour offrir une protection face à la précarité de l'emploi, soit par le biais de la formation soit par l'emploi; on ne peut permettre que les marchés de l'emploi de transition débouchent sur plus de marginalisation sociale ; il faut soutenir les entreprises publiques et les entreprises socialement responsables afin qu'elles recrutent des travailleurs. Qui plus est, les syndicats devraient favoriser le recrutement de davantage de travailleurs; la durée de la relation d'emploi devrait être suffisamment longue pour garantir une continuité dans les aides liées aux revenus.

France : un « homme sandwich », représente **la précarité et le chômage...** Il fait référence à la Déclaration universelle des droits humains ; nous avons besoin d'une formation adéquate, d'une simplification de la bureaucratie, de stabilité, de parcours professionnels, d'une égalité de traitement, d'investissements dans des projets pour les gens. Il faut lutter contre la discrimination et assurer une gestion administrative concertée.



Irlande : un scénario décrit les difficultés rencontrées par les personnes en situation de pauvreté lorsqu'elles souhaitent **accéder aux services sociaux essentiels** - une personne tente de surmonter la pauvreté / chô-

mage, gagne en assurance, mais est confrontée à la lourdeur bureaucratique. En fin de parcours, la personne qui recherche de l'aide est à bout de force, s'effondre et abandonne. Voyant cela, tous la laissent tomber.

Italie : pour **éradiquer la pauvreté**, certaines questions se posent : où est mon logement ? Où est mon travail ? Où sont mes vêtements, ma nourriture, mon enfance, la justice sociale, l'égalité des chances pour moi ? Tout le monde a droit à un logement décent, à un emploi décent ; tout le monde a le droit de manger, de s'habiller, de jouer, d'apprendre, d'avoir les mêmes chances et de vivre dans la dignité. Tout le monde a le droit d'être écouté. Eradiquer la pauvreté, c'est possible.



Allemagne : un jeu de rôle montre une femme riche qui déshabille les pauvres, les laisse en sous-vêtements, les bat et les maltraite ...

Les Pays-Bas présentent le « **projet des phases qui se suivent** » : la phase « *avant que cela ne m'arrive* » (« Pourquoi ne trouvent-ils pas de travail ? »); le « *début de la phase interminable* » (« trop vieux » = « rejeté » ! « cher ») et ensuite, la phase de *crise affective* (dépression ... « désespoir »... « arrêter de trouver des excuses » - « il est temps d'apprendre »). Suivent des conseils intemporels pour « *la phase d'ouverture à l'apprentissage* » : la formation comme clé de la réussite, de l'emploi, et de la réinsertion.



Pologne : des **solutions** pour répondre à l'échec de l'intégration sociale dans le domaine de l'emploi - garantir que les personnes concernées soient entendues, un revenu garanti sur une base individuelle, le recrutement d'allocataires sociaux sur base de leur expérience personnelle, de leur sensibilité, de leur gentillesse, de leurs compétences innovantes/de l'authenticité de leur engagement et du respect inconditionnel de la loi (accessible et favorable aux citoyens), information aux travailleurs à propos de leurs droits et contrôle plus strict des employeurs qui violent le droit du travail, octroi de subventions publiques aux entreprises/employeurs qui investissent dans la formation professionnelle des nouvelles recrues (jeunes) et suivi de l'utilisation des fonds.



Portugal : une porte symbolise le **marché de l'emploi**. Chaque membre de la délégation frappe à la porte pour illustrer qu'il est à la recherche d'un emploi. Systématiquement, la porte reste close. Un « employeur », refuse avec mépris chaque candidat. Souvent, les programmes publics d'aide à la recherche d'emploi visent le court terme et servent à masquer la réalité par le truchement des statistiques, car ils ne parviennent pas à réaliser l'insertion effective des bénéficiaires sur le marché de l'emploi traditionnel. Les offres de formation ne sont pas adéquates, faute de répondre aux besoins réels.

Slovénie : un autre scénario de **recherche d'emploi** - un employeur fait passer des entretiens d'embauche à une personne de plus de 60 ans, à un jeune diplômé universitaire hautement qualifié et à un migrant à la recherche d'un emploi pour pouvoir s'établir dans le pays. L'employeur ne les engage pas (pas d'expérience informatique, absence de volonté de se plier à des horaires de travail antisociaux ou de travailler au noir). Résultat : soit l'employeur délocalisera la production en Chine, soit il importera de la main d'œuvre chinoise.

Suède : le système des soins de santé exclut de plus en plus de personnes. Même si les personnes sont malades, on considère qu'elles sont aptes au travail. Les personnes n'ont plus ni de véritable filet de sécurité, ni de réel revenu. Tout travail mérite salaire et chacun mérite d'être reconnu dans son travail en bénéficiant d'un revenu durable. Devoir répondre à de nombreuses exigences pour recevoir une aide sociale est source d'humiliations pour la personne malade.

Grèce: « **3 villes, 3 rues, 1 rêve** » - quatre femmes ont pris une série de photos de leur vie et de leur environnement. Ces photos illustrent le type d'emploi qu'elles occupent, le chômage et la pauvreté dans trois villes grecques : Athènes, Thessalonique et Lera-petra (trois villes différentes, trois rues différentes et une seule et même vérité). Cinq enfants de 8 à 18 ans dessinent l'emploi de leur rêve.

La Hongrie pose la question : **qu'est-ce que l'emploi ?** Elle montre combien la réponse est différente pour les plus exclus. Ensuite, elle illustre différents types d'emplois et la manière dont la formation débouche sur les qualifications. Elle montre les conditions de vie des plus exclus ; dans la scène finale apparaissent un service d'aide à la recherche d'un emploi et un groupe de soutien.

Lituanie : Le taux de chômage en **Lituanie s'élève à 14,4 %**, tandis qu'en 2009, le taux de risque de pauvreté s'élevait à 20,6%, le taux de travailleurs pauvres à 10,4% (contre 16,3 % pour le taux de risque de pauvreté et 8,4 % pour le taux de travailleurs pauvres dans l'UE des 27).



Norvège : **Des obstacles à l'emploi tels que** : être étudiant et ne pas avoir terminé l'enseignement secondaire à l'âge prescrit ; 8 000 jeunes de moins de 29 ans reçoivent une aide pour personne handicapée ; des jeunes exclus du marché du travail ou en décrochage scolaire ; des immigrants non occidentaux exclus du marché de l'emploi à cause de leur faible capital social (réseaux/âge) ; des personnes qui ont perdu leurs dents de devant sont exclues des groupes de demandeurs d'emplois ; les sans-abri n'ont pas le temps de chercher un emploi car ils passent leur temps à chercher un endroit où dormir ; peu d'opportunités d'emplois pour les familles monoparentales qui doivent adapter leurs horaires de travail afin de pouvoir assumer les tâches ménagères.

Danemark - les **dilemmes** de l'emploi et de la marginalisation sociale - les politiques sociales sont étroitement liées aux politiques pour l'emploi : « tout le monde » doit travailler. Toutefois, le marché de l'emploi est très « fermé » ; si vous êtes dans l'incapacité de prêter un horaire complet, il est difficile de décrocher un emploi. Afin de recevoir une quelconque aide, vous devez être disponible sur le marché de l'emploi, participer régulièrement à des réunions dans un centre local pour l'emploi et prendre part aux mesures d'activation sociale de manière régulière. Si vous n'êtes pas à

même de vous adapter à ces exigences, vous ne recevrez pas un centime ... et si vous souffrez d'assuétude ou de maladie mentale ? Il est stressant de participer pleinement au « système » lorsqu'on est vulnérable.

Malte : les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale sont constamment confrontées à d'insurmontables ennuis. Les questions liées à la culture, à la loi, à la santé, à l'âge, ajoutées aux défaillances du marché de l'emploi, ne font qu'empirer la situation de pauvreté. Malgré tous leurs efforts, ils continuent de s'éloigner d'une éventuelle sécurité financière et sociale.



Slovaquie : plusieurs exemples viennent illustrer le phénomène des **travailleurs pauvres** - Mirka, une mère de 4 enfants dont une fille est handicapée ; Ján, qui a grandi dans un petit campement Rom et qui est devenu directeur d'une école secondaire où l'on prépare les enfants Roms à réussir l'enseignement secondaire ; Petra, une infirmière, née dans un petit village à l'est de la Slovaquie ; Stanislav, handicapé et père de 11 enfants, qui travaille dans le domaine scientifique. Les délégués sont invités à coller une feuille de papier blanche sur leur fenêtre pour fêter la « journée des travailleurs invisibles ».

Espagne : l'emploi en tant que facteur d'inclusion sociale... Grâce à notre travail, nous contribuons tous au développement social et économique des sociétés dans lesquelles nous vivons ; la lutte contre l'exclusion sociale par le truchement de l'emploi est une responsabilité collective. L'emploi devrait permettre d'accéder à la culture, aux sports, à un logement, de participer au même titre que les autres citoyens. L'emploi ne doit pas mettre les personnes sous le joug des marchés et des banques. L'emploi doit permettre aux personnes de jouir de droits et de participer à la société dans laquelle elles vivent.

République tchèque - une pantomime, les « **3 saisons** », sur fond musical : 1. *la naissance* (l'espoir laisse vite la place au rejet) - musique: B. Smetana, Vltava); 2. « *Plonger dans le monde des dépendances, là où je deviens roi, là où je suis perdu* » (Musique: ABBA, Pink Floyd, Money, Money) ; 3. *la Catharsis* – recevoir l'aide d'un groupe de pairs (musique: A. Dvorak, la fiancée vendue).



Autriche

L'exploitation des travailleurs pauvres rend les riches plus riches. Symbolisé par la distribution de bonbons, les délégués autrichiens demandent une redistribution plus équilibrée de la richesse afin que chacun puisse mener une vie décente.

Travail, emploi et boulots: messages et propositions des ateliers

Au cours de la Rencontre, les participants se sont répartis en six ateliers parallèles (avec parfois 6 groupes nationaux par atelier) où ils ont discuté avec les invités. Tous les ateliers ont travaillé sur le même thème : emploi, travail et petits boulots. Sur base des rapports des ateliers, nous avons préparé un résumé de la quintessence des déclarations et des propositions sur chaque thème, et non pas une synthèse de chaque atelier. Les témoignages des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale donnent le ton des demandes formulées par les délégués. Lorsque cela était possible, nous mentionnons le pays d'origine de la délégation.

Un emploi de qualité, un salaire décent et des droits sociaux



Un emploi de qualité

Tout le monde s'accorde pour dire que chacun devrait avoir accès à un **emploi de qualité**, indépendamment du type d'emploi. Le niveau européen doit également assumer sa responsabilité en la matière et lutter pour des emplois décents et durables. Les employeurs profitent de la situation (par exemple, les entreprises de télémarketing offrent des contrats commerciaux ne donnant pas droit à la sécurité sociale). Très souvent, elles ne respectent pas leurs promesses. Les travailleurs saisonniers sont souvent engagés pour 10 mois, mais les charges sociales ne sont payées que pour deux semaines. En conséquence, il conviendrait d'assurer un meilleur suivi et un contrôle plus strict afin que les employeurs ne puissent plus profiter de la crise. En effet, on a le sentiment qu'ils tirent avantage de la vulnérabilité des gens. Un des ateliers a observé que les conditions de travail se détériorent dans certains Etats membres en raison d'une mauvaise application des principes de flexicurité : les employeurs jouissent de facilités de licenciement tandis que les travailleurs ne disposent pas d'un niveau de sécurité nécessaire.

« Nous sommes des gens bien et nous voulons travailler en échange de salaires décents – nous voulons mener une vie décente ».

« Je veux être respecté en tant qu'être humain et ne pas me faire exploiter comme un téléphone portable qui ne dure que 3 ans avant d'être jeté ». (Autriche).

« Je travaille dans un camp de réfugiés... il est très difficile d'obtenir un salaire minimum quand on est en situation irrégulière ». (Espagne).

« ... Les employeurs ne nous respectent pas et bafouent nos droits. On nous demande d'accepter n'importe quel emploi et nous sommes dans l'incapacité de répondre à nos besoins et à ceux de nos familles » (Pologne).

Alors que nous voulons un contrat d'embauche régulier, « les employeurs préfèrent nous engager au noir pour éviter de payer les charges sociales ou les impôts – Nous ne sommes ni assurés ni couverts en cas d'accident. » (Pologne). Même quand on a un emploi, le salaire est tellement bas qu'on doit solliciter de l'aide ou travailler au noir pour assurer notre survie. « Si vous êtes au chômage, vous devez accepter n'importe quel emploi proposé ; sinon vous perdez vos aides sociales ». (Slovénie)

S'il existe des lois pour protéger les travailleurs, souvent elles sont mal appliquées. Les délégués insistent sur le fait que bien qu'il soit souhaitable d'avoir un em-

ploi, cette solution ne convient pas à tout le monde ; les personnes qui ne peuvent travailler doivent recevoir une aide (par exemple, si une personne ne peut prester que 3, 7 ou 10 heures/semaine, elle devrait néanmoins recevoir un salaire décent en échange de ce travail et, si nécessaire, ce salaire devrait être complété par une aide adéquate au revenu).

La délégation estonienne s'inquiète : « si une personne tombe malade, elle ne reçoit son indemnisation que trois jours plus tard. En conséquence, elle ira travailler malgré la maladie ». « On ignore nos droits – le gouvernement déclare que les informations sont disponibles sur un site internet, mais quid des personnes âgées ? ». Un autre délégué décrit la situation difficile des sans-abri au Danemark, qui doivent être constamment disponibles pour une activation sociale : « l'administration vous adresse des lettres ; mais si vous êtes sans-abri, comment pourriez-vous les recevoir ? ».

« Etant au chômage, je dois être tout le temps disponible sur le marché de l'emploi. Toutefois, je ne reste pas assis à côté du téléphone en attendant un boulot qui ne vient pas. Si vous êtes au chômage pendant 2 ou 3 ans, vous adoptez un style de vie différent, vous vous occupez plutôt que d'attendre et vous devenez moins disponible. Cela crée du stress et cause des maladies psychosomatiques. » (PB)

La délégation polonaise propose que les coûts du travail pour les employeurs soit réduit afin qu'ils engagent d'avantage. Cela augmenterait le revenu des personnes engagées et, par voie de conséquences, les recettes fiscales. La délégation allemande n'est pas d'accord : nous avons plutôt besoin d'une meilleure redistribution des revenus du travail. Elle est contre la réduction des charges sociales sur les salaires, mais au contraire pour une meilleure protection de ces salaires. D'après elle, chaque personne devrait recevoir un montant mensuel bien déterminé... La redistribution doit se faire du haut vers le bas.

Tous les emplois sont décents

De nombreux délégués soulignent la nécessité de reconnaître que tous les emplois sont convenables : « on a besoin de médecins, d'avocats ; mais la société ne peut pas fonctionner sans techniciens de surface, sans ouvriers d'usine, sans plombiers (sans travailleurs manuels) ». Cependant, il arrive souvent que ces importants emplois ne soient pas reconnus à leur juste valeur. « Les personnes qui occupent des emplois à faible niveau de qualification souffrent de dépression et d'autres troubles de santé mentale. Le logement, les

loyers élevés et/ou les logements inadaptés... pèsent de diverses manières sur la qualité de vie» (Irlande). Il est essentiel d'encourager une économie solidaire plutôt qu'une économie du tout au profit qui exploite à tout va. Les personnes doivent être au cœur de l'économie, en lieu et place du profit. Les gouvernements pourraient y parvenir en investissant dans la croissance économique. Malheureusement, confrontés à des difficultés financières, ils préfèrent réduire les dépenses sociales. N'oublions pas qu'une **réduction des charges patronales réduit les contributions au système de protection sociale !**

De nouveaux emplois

Il est possible de créer de nouveaux emplois dans le secteur social, dans le domaine culturel, dans le secteur de l'accompagnement et de l'éducation. Pourtant, on craint la disparition de ce type d'emplois qui seraient remplacés par du travail bénévole. L'importance d'emplois bien rémunérés vient du fait que ceux-ci ouvrent la voie aux aides sociales, par exemple aux pensions décentes. Il conviendrait de consolider les liens entre inclusion sociale et développement durable via des emplois durables et des investissements massifs dans les nouveaux emplois liés à l'éradication de la précarité énergétique.

L'emploi indépendant

Les gouvernements nous encouragent souvent à travailler comme indépendants. Mais les travailleurs indépendants ont été les premiers touchés par la crise. Ils gagnent moins que le revenu minimum légal et n'ont pas droit à la pension. Les délégués insistent également sur la nécessité de s'attaquer à d'autres questions corollaires, comme le travail non déclaré, les emplois mal payés / précaires ou le travail intérimaire, ainsi que l'écart de salaire entre les hommes et les femmes. En Pologne, certaines grandes entreprises, qui pourraient engager massivement, préfèrent se tourner vers la sous-traitance ou recruter via des **agences d'intérim**. Si les employeurs déclarent payer 8 zlotys (€2) de l'heure, ce montant est en fait versé aux agences qui prennent une forte commission ; en fin de parcours, le travailleur touche beaucoup moins. *« Pourquoi tolérons-nous l'existence des agences d'intérim ? Elles aussi nous exploitent ! »* (Pologne)

Un autre problème se pose lorsque vous n'avez pas l'argent nécessaire pour couvrir d'autres frais, au risque de réduire vos chances de trouver un emploi (il s'agit par exemple **des soins dentaires** ; nombreuses

sont les personnes en situation de pauvreté incapables d'aller chez le dentiste ; or le gouvernement norvégien n'offre aucune aide aux soins dentaires).

La pénurie d'emplois

Si l'accès à l'emploi est essentiel, que faire quand **il n'y a pas d'emplois** ? Le chômage est un problème structurel. Si vous ne trouvez pas d'emploi, ce problème structurel devient un problème personnel, même si vous n'en êtes pas responsable. En Autriche, on dénombre 1 emploi disponible pour 10 chômeurs. Et pourtant, les chômeurs sont traités comme des criminels. Les responsables politiques ne pensent qu'aux chiffres et oublient les personnes qui se cachent derrière eux... Qui plus est, les rares contrats de travail s'accompagnent de plus en plus de conditions strictes.

« Je vends des journaux dans la rue du matin jusqu'au soir. La semaine dernière, deux jeunes, qui buvaient un café sur une terrasse, m'ont dit de chercher un vrai travail. Je voudrais bien, mais il n'y a pas de travail. » (Autriche)

« En tant que chômeur, je sens toujours peser sur moi le regard accusateur de ceux qui travaillent. Je voudrais participer à la société, envoyer mes enfants à l'école. Je veux bien remplir tous les formulaires qu'il faut. Toutefois, je ne veux pas qu'on considère que je ne sers à rien dans la société. Je n'y peux rien s'il existe des barrières à la formation ou à l'emploi. »

« On croit encore qu'il suffit de vouloir travailler pour trouver un emploi. »

« ... Si vous ne travaillez pas, vous n'aurez pas beaucoup d'argent et il vous sera difficile de participer activement à la société. Vous n'aurez aucune perspective d'avenir, faute d'avoir de l'argent, et cela ne risque pas de changer. » (Pays-Bas)

Pour qu'un emploi soit décent, il est essentiel que le contrat de travail dure plus de 6 mois, qu'il soit assorti d'un salaire décent et que le travail vous remplisse de satisfaction (Belgique).

« Si vous avez un contrat à durée déterminée, impossible d'obtenir un prêt bancaire et cela représente un frein, surtout pour les jeunes ! » (Slovénie)

Il existe une différence entre les zones urbaines et les zones rurales où il est beaucoup plus compliqué de trouver du travail !

« Les gens vivent avec rien. Les problèmes d'alcoolisme sont nombreux ; nous avons le taux de suicide le plus élevé d'Europe... Nos salaires sont trop bas et le coût

du transport, surtout dans les zones rurales, est trop élevé » (Lituanie).

Le sans-abrisme et le mal logement : un obstacle à l'emploi

Les délégués s'accordent sur le fait que le sans-abrisme et le mal logement constituent d'importants obstacles à l'emploi qui sont souvent méconnus.

Pourtant, dans nos pays riches, le logement devrait être décent, principalement maintenant que les Etats membres peuvent utiliser les Fonds structurels pour combattre le « mal-logement ». « *Des personnes pensent que les sans-abri sont uniquement ceux qu'elles voient vivre dans la rue. Or on peut dormir dans des refuges, chez des amis ou dans les gares. Voilà des personnes pauvres qui ne sont pas prises en compte dans les statistiques.* » (Espagne).

Emplois de qualité, salaires décents et droits sociaux : propositions des ateliers

Tous les Etats membres devraient se doter d'un système de revenu minimum, fixé au-dessus du seuil de pauvreté, qui n'autorise aucune discrimination, notamment sur base de l'âge, qui permet de mener une vie décente, qui repose sur des indicateurs liés au panier de la ménagère, mais qui s'appuie également sur d'autres indicateurs, notamment l'accès à la formation, à la téléphonie, à internet et aux déplacements.

Appliquer la recommandation de la Commission européenne sur l'inclusion active en couvrant les trois piliers du revenu minimum adéquat (avec une directive spécifique), l'accès à des services de qualité et l'accès à des emplois décents; la mise en œuvre doit se faire de manière intégrée et ne pas se limiter à l'aspect de l'activation

Garantir des prestations sociales décentes pour les personnes ne pouvant travailler en raison d'une maladie grave

Mettre un terme à la discrimination culturelle entre les travailleurs manuels et les employés

Mener un travail de sensibilisation à propos de l'emploi, des droits sociaux et de leur application

Donner la liberté d'accepter ou de rejeter les emplois proposés

Réglementer la qualité de l'emploi et garantir un salaire décent aux travailleurs et à leur famille

Limiter les emplois précaires et empêcher l'exploitation des travailleurs

Maintenir le niveau des contributions afin de financer le système de protection sociale

A travail égal, salaire égal – notamment entre les hommes et les femmes

Des salaires adéquats pour une vie décente, tel devrait être l'objectif central des politiques pour l'emploi.

Créer des opportunités en matière de mobilité, de garde d'enfants et d'accès à l'emploi

La sécurité de l'emploi, via des contrats à long terme et la protection des droits du travail

Accorder la priorité au phénomène des travailleurs pauvres

Formuler des propositions pour combattre l'économie souterraine

Mettre en place des normes de qualité (indicateurs)

Enseignement, formation et apprentissage

Dans l'accès aux droits fondamentaux pour tous et toutes, figurent l'emploi, le logement, l'enseignement et la **formation**... D'après les délégués, l'enseignement et la formation sont, pour les personnes à besoins spécifiques, soit manquants, soit inadéquats. Qui plus est, leur coût s'avère un obstacle pour les groupes à bas revenus, notamment en raison des frais connexes, tels que le coût des voyages scolaires qui souvent ne sont pas remboursés. En outre, les formations sont souvent perçues comme des gisements d'emplois non rémunérés qui ne débouchent jamais sur un emploi rémunéré. Celui ou celle qui suit un programme de formation n'a jamais d'emploi garanti en fin de parcours. On propose que l'administration publique subventionne une formation en entreprise ouvrant sur de véritables emplois. Les délégués demandent comment l'Union européenne pourrait soutenir l'accès à la formation (Luxembourg).

L'enseignement doit concerner tout le cycle de vie, être ouvert tant aux filles qu'aux garçons. Nous pouvons en déduire que l'investissement dans l'école est nécessaire, tout comme l'investissement dans la culture, la musique ou le sport, car cela donne à tous plus de chance dans la vie.

Les délégués attirent également l'attention sur l'**inadéquation entre la formation offerte et le marché du travail**. Il convient d'offrir une formation dans les nouveaux emplois : services aux personnes, environnement... Les délégués craignent que le financement que l'UE réserve à la formation serve principalement à donner du travail à des entreprises privées, plutôt qu'à aider à la réinsertion professionnelle des sans-emploi. Il paraît donc indispensable de mieux contrôler les Fonds européens. Si certains programmes de formation prévoient de rembourser les frais de garderie et de trajets encourus par les stagiaires, le problème survient lorsque vous trouvez un emploi et que vous risquez de perdre vos indemnités sociales. Assurer le financement de la formation est, dès lors, un premier pas parmi les plus importants.

« Nous travaillons avec les populations Roms, mais je suis dans l'incapacité de payer mes enseignants correctement, car nous ne recevons aucune aide de notre gouvernement. Nous sommes des pauvres qui ne pouvons pas aider les autres pauvres. » (Slovaquie).

Il est important d'engranger des résultats concrets : « Je souffrais d'un problème d'accoutumance et je participe maintenant à un programme de formation. J'ignore ce qu'il se passera après la formation... Nous redevenons de simples chiffres après la formation. Des possibilités d'emplois existent, mais les entreprises doivent vous donner une chance ». Néanmoins, nombreuses sont les personnes formées et

hautement qualifiées qui ne trouvent pas d'emploi (principalement chez les jeunes). La formation n'est pas la seule solution à ce problème (RU). Une enquête réalisée en Finlande a montré que la capacité d'adaptation et le degré de motivation étaient les principaux facteurs pour trouver un emploi, loin devant une éventuelle formation ou l'âge.

La reconnaissance des qualifications peut souvent s'avérer un obstacle : la formation et les qualifications acquises par les migrants dans leur pays d'origine devraient faire l'objet d'une reconnaissance dans le pays hôte. « *Je suis originaire du Venezuela et mes qualifications ne sont pas reconnues au Portugal ; mon fils doit suivre l'enseignement supérieur, mais je ne sais pas comment je pourrai le lui payer. Je ne vis pas, je me contente de survivre. Je dois suivre des cours pour obtenir un emploi, mais je n'ai pas l'argent pour les payer. Et comment puis-je trouver un emploi si mon diplôme n'est pas reconnu ?* »

Les délégués souhaitent envoyer un message fort : l'apprentissage est un outil puissant et tous les emplois dans le bâtiment méritent d'être reconnus à leur juste valeur. Les Etats membres devraient mettre en place des formations dans ces disciplines. Parallèlement au démantèlement de l'économie sociale dans de nombreux pays, les délégués constatent que de plus en plus de personnes sont exclues de l'offre de formation et des services. Par exemple, la délégation polonaise met l'accent sur l'exclusion des parents isolés.

Enseignement, formation et apprentissage : propositions des ateliers

Surmonter les obstacles à l'enseignement et à la formation

Faciliter l'accès à l'information et à l'accompagnement

Renforcer les mécanismes de suivi

Renforcer l'aide aux personnes incapables d'intégrer seules le marché du travail.

Offrir une information sur leurs droits à tous les sans-emploi

Apporter une aide financière aux personnes impliquées dans un parcours de formation

Obtenir la reconnaissance des qualifications

Cesser de réduire le financement de l'enseignement, qu'il y ait ou non austérité !

Créer des passerelles pour soutenir l'accès à l'emploi, en misant sur les services de base, le logement, un revenu adéquat dans tous les pays et un revenu minimum dans les pays qui ne s'en sont pas encore dotés.

Nombreux sont les délégués qui ont souhaité parler des difficultés qu'ils rencontrent dans leurs relations avec les agences pour l'emploi, s'accordant pour dire que celles-ci, pour la plupart, « privilégient le seul aspect de l'emploi et oublient les problèmes complexes qui l'entourent, comme le transport, la santé, etc. » (France). Les délégués voient souvent dans ces services un obstacle, plutôt qu'une aide dans la recherche d'un emploi. « Paraître pauvre ne vous aide pas à trouver un emploi » (RU). Qui plus est, rechercher un emploi est un emploi à temps plein ! « Nous avons besoin d'outils, d'argent pour payer les frais de transport et les nombreux appels téléphoniques ! » (République tchèque) ; « un tuteur unique doit nous accompagner afin que nous ne soyons pas transbahutés d'une personne à l'autre, d'un bureau à l'autre » (Hongrie). Les délégués donnent des exemples de conditions absurdes imposées par l'administration : en Autriche, les services pour l'emploi poussent certaines personnes à devenir travailleurs indépendants ou à créer leur propre emploi, avec tous les risques que cela entraîne, notamment en cas de maladie.

Il faut recruter dans les agences pour l'emploi des personnes qui ont connu elles-mêmes la pauvreté et qui ont reçu une formation (continue) appropriée. Ils doivent savoir ce que cela signifie de ne vivre que dans « l'immédiat ». Il est positif pour des personnes en situation de pauvreté de rencontrer d'autres personnes qui partagent cette même expérience : « Vous êtes les mieux placés pour expliquer ce que signifie « être pauvre » et pour mettre en place une démarche adaptée ». « Nombreuses sont les personnes qui ne sollicitent pas leurs indemnités par peur d'être stigmatisées ou parce qu'elles ignorent leurs droits. » (Finlande).

Témoignages des délégués à propos de leurs relations avec les services pour l'emploi :

« Je suis Rom et j'ai l'habitude des discriminations, en tant qu'étudiant, en tant que demandeur d'emploi... Les gens se contentent de me regarder et me disqualifient de tout emploi. » (République tchèque)

« Les services publics ne nous aident pas du tout. Je trouve Internet bien plus utile. » (République tchèque).

« On a dit à une femme de placer ses enfants dans un orphelinat parce qu'elle n'avait pas assez d'argent pour s'en occuper. C'est absurde. Elle avait quatre enfants. » Cela aurait été beaucoup plus onéreux de les placer tous les quatre dans un orphelinat.

« En Slovénie, près de 300 personnes ont perdu leur emploi dans ma ville et toutes les familles sont concernées. Les enfants se rendent compte que leurs parents ne peuvent plus rien payer. La honte est telle que les

gens s'abstiennent de solliciter une aide sociale car il devrait, pour cela, signer des tonnes de formulaires. La loi prévoit que, pour recevoir une aide sociale, on doit mettre en gage sa maison auprès de l'état. A la place, de nombreuses personnes âgées préfèrent accumuler les dettes dont héritent ensuite leurs enfants. Mes enfants voient qu'ils n'ont pas tout ce que les autres ont. Les parents ne peuvent plus payer les frais d'études de leurs enfants. Quand vous rencontrez un fonctionnaire, il vous demande ce qu'il peut faire pour vous. La réponse est toujours la même : vous n'avez pas assez d'argent pour survivre ! »

Les agences pour l'emploi : quelques propositions des ateliers

Les services pour l'emploi doivent accompagner les sans-emploi, au lieu de leur imposer des emplois ou des formations qui ne leur conviennent pas.

Les politiques d'emploi et les services pour l'emploi doivent se baser sur l'information fournie par des personnes en situation de pauvreté. Celles-ci doivent être considérées comme des experts.

Les ONG sociales et les entreprises sociales qui aident les groupes exclus à accéder à l'emploi doivent recevoir un soutien.

Discrimination : un obstacle de taille à l'emploi

Pour de nombreux délégués, les difficultés rencontrées dans la recherche d'un emploi commencent par des discriminations. Une manière de combattre les discriminations est de passer par la mise en réseau. Puisque de nombreux emplois sont pourvus par ce biais, « *il est difficile d'en trouver un si vous n'avez pas de réseau* ». L'absence d'un réseau aura également des conséquences sur vos enfants : ils perdent toute motivation, car ils s'aperçoivent que l'enseignement fonctionne moins bien que le réseau. Cette situation débouche sur plus de pauvreté et plus d'exclusion (Norvège).

En dépit des nombreuses législations et réglementations contre les discriminations (à l'échelon national et européen), les populations Roms, les personnes handicapées, les personnes plus âgées et les migrants sont toujours victimes de nombreuses discriminations en raison de leur origine ethnique, de leur genre, de leur âge, de leurs capacités... Si certaines subventions ont été allouées à la lutte contre les discriminations dans l'UE, la question que les délégués posent est : « *ont-elles réellement été utilisées ?* ». Par exemple, les législations anti-discrimination ont beau aider, « *quand vous vous retrouvez face à votre "probable" patron... celui-ci vous demande si vous allez vous marier et avoir des enfants...* ». Il devrait être interdit de soumettre qui que ce soit à des discriminations en raison de la couleur, de l'âge, d'un handicap ou d'une préférence sexuelle.

Les Roms et les Gens du voyage

La population Rom continue à vivre majoritairement dans des camps, dont de nombreux sont illégaux et dépourvus de la moindre infrastructure. Il s'avère, plus difficile pour les Roms que pour les autres d'obtenir des documents, faute d'adresse officielle. Sans papier, ils ne peuvent trouver de travail (Italie). Les délégués saluent l'actuelle stratégie européenne d'intégration des Roms, qui est connectée à Europe 2020, mais se posent la question de sa mise en œuvre.

« *Je viens d'une famille Rom et je connais de nombreux problèmes, mais grâce au soutien que je reçois, je devrais pouvoir sortir du piège de la pauvreté. Je pense qu'une meilleure utilisation des fonds pourrait apporter une vraie solution – en effet, nous disposons parfois de financements, mais le problème réside dans leur utilisation. Je me suis inscrit comme sans-emploi même si, en regardant ma carte de visite, vous y verriez que je suis directeur d'une organisation sans but lucratif. Les Roms sont victimes de stéréotypes et de discriminations.* »

« J'ai 5 enfants et ils risquent eux-mêmes de rester piégés par la pauvreté. Si nous voulons réaliser l'objectif qui consiste à sortir 20 millions de personnes de la pauvreté, nous devons avoir le courage d'appliquer la législation. » (Slovaquie).

« Si l'inclusion sociale n'est pas simple, elle est possible. Par contre, intégrer un Rom sur le marché du travail est impossible ! C'est une question raciale !! » (Rép. tchèque).

« Si vous êtes une femme Rom, il vous sera impossible de trouver un emploi une fois que vous aurez eu des enfants » (Hongrie).

En Irlande, « nous ne mettons en œuvre aucune des politiques prévues – nous avons des programmes de logement pour les Gens du Voyage, mais ils ne s'accompagnent d'aucune sanction ».

Age : les jeunes et les plus âgés

« *On considère les enfants comme des demi-personnes, et non des citoyens à part entière (ils ne votent pas) ; pourtant, ils sont notre avenir* » (Hongrie, France). Partout en Europe, le chômage frappe de plus en plus lourdement les jeunes. Ceux-ci perdent toute confiance en eux et toute estime personnelle. Ils se sentent perdus sur le marché du travail national et européen et ont besoin d'un accompagnement accru. Confrontés à de plus en plus de contrôles, ils prennent peur. Quand ils participent à des formations, celles-ci ne débouchent sur aucun emploi et les jeunes se demandent pourquoi. Qui plus est, le nombre de places de formation est limité. « *Une enquête, qui portait sur la motivation de jeunes, a montré que tout est question de motivation. Les plus motivés réussissent le mieux...* » (Finlande). De manière générale, les patrons cherchent des gens qui possèdent une longue expérience, sans accepter de leur donner le salaire que ceux-ci demandent.

Par contre, les employeurs refusent de recruter des jeunes sans expérience. « *Ils veulent des travailleurs qui possèdent de l'expérience, mais comment acquérir cette expérience autrement qu'en travaillant ?* ». Les délégués partagent le constat suivant : « *il est important pour les jeunes de trouver un emploi dès leur sortie de l'école. Faute de trouver un emploi dans les mois qui suivent la fin de la scolarité, ils perdent tout espoir et leurs rêves partent en fumée.* » - « *Les jeunes ont besoin d'une aide qui les sortira de la rue et les aidera à découvrir ce qu'ils aimeraient faire. Sinon, leurs talents seront perdus pour l'ensemble de la société !* » (Autriche). « *Nous devons accompagner les jeunes en décrochage scolaire le plus rapidement possible pour leur donner une chance dans*

la vie ». Le soutien scolaire implique non seulement un accès gratuit aux repas, aux excursions et voyages, aux bibliothèques, à la musique, au théâtre et à la formation, mais également à la culture, afin que les jeunes puissent choisir la filière qu'ils désirent.

Les travailleurs âgés, même s'ils ont une expérience, sont souvent relégués dans des emplois précaires. D'autres sont exclus du marché du travail. Ceux-là ne trouvent plus d'emploi, malgré leur longue expérience. En conséquence, ils ne cotisent plus pour leur pension. Qui plus est, les changements technologiques rendent leur vie plus difficile encore.

La discrimination à l'encontre des migrants

De nombreux migrants sont incapables d'obtenir la reconnaissance de leurs qualifications. En outre, ils sont confrontés à du racisme et à de nombreux préjugés lorsqu'ils recherchent un emploi, principalement s'ils viennent d'Afrique du nord ou s'ils sont Roms. Parfois, les employeurs pratiquent des politiques discriminatoires parce que les candidats n'ont pas d'adresse postale officielle (Irlande). Nombreux sont les migrants qui travaillent dans des conditions pitoyables, ont des emplois mal rémunérés ou sont exploités par leurs employeurs (Malte).

Un migrant éprouvera les plus grandes difficultés à trouver un emploi si son diplôme n'est pas reconnu :

« Je suis un immigrant originaire du Soudan. J'y ai travaillé dans le secteur de la micro finance. Je suis arrivé en Norvège en 2000. Même si mon diplôme est reconnu en Norvège, il n'en reste pas moins que j'éprouve les plus grandes difficultés à trouver un emploi. Je suis retourné sur les bancs de l'école en Norvège dans l'espoir de trouver rapidement un emploi. J'ai obtenu ma maîtrise en 2005, j'ai sollicité un emploi un peu partout, mais n'ai pas encore trouvé de travail. On ne me propose jamais d'emploi, car je n'ai pas de réseau relationnel. Donc je continue à suivre des cours (en comptabilité), sans que cela ne porte le moindre fruit. Je ne connais pas suffisamment le marché du travail norvégien. J'ai demandé l'aide des services pour l'emploi, mais ceux-ci n'ont renvoyé vers une formation pour personnes peu qualifiées. Il s'agissait d'une formation à la motivation, mais ce n'est pas ce qu'il me manque. Une autre fois, on m'a dit que j'étais surqualifié. Voilà un exemple parfait d'une bonne initiative totalement inefficace. » (Norvège).

La discrimination à l'encontre des personnes handicapées

Les problèmes de discrimination à l'emploi n'affectent pas uniquement les personnes handicapées, mais également un parent qui s'occupe d'un enfant handicapé... Pourtant, tout un chacun a le droit de vivre dans la dignité. D'après un délégué, *« même les personnes handicapées qui vivent en situation de pauvreté ont une âme et un esprit ; leurs problèmes doivent être pris au sérieux et les obstacles qu'elles rencontrent doivent être levés. J'aime la vie et souhaite être respecté. Il est lassant de toujours devoir solliciter l'aide d'un autre. Nous souhaitons pouvoir participer à la société de manière indépendante. »* (Italie). *« Les indemnités devraient être fixées à un niveau approprié, notamment quand vous devez vous occuper d'un enfant ou d'un adulte handicapé. »* Des délégués eux-mêmes handicapés ou s'occupant d'un proche handicapé partagent ensuite leur expérience :

« Je vis dans une petite ville de province, où il y a de nombreuses personnes handicapées. L'union européenne y menait un programme spécial de réinsertion sur le marché du travail, mais les personnes handicapées n'y avaient pas accès. Aujourd'hui je travaille mais ne reçois aucun salaire, même si théoriquement je devrais être rémunéré. En conséquence, je ne suis plus éligible pour une aide sociale. » (Lituanie).

« Je suis un demandeur d'emploi âgé de 28 ans... Si j'ai obtenu un diplôme en économie dans l'enseignement secondaire, je ne trouve pas d'emploi. Je pense que la raison vient de mon handicap. Les employeurs refusent de m'engager ! » (Bulgarie).

« Les universités espagnoles proposent un accompagnement pour les personnes handicapées. Le problème vient du fait qu'une fois leur diplôme obtenu, celles-ci finissent reléguées dans des emplois peu qualifiés. »

Santé mentale

La discrimination envers les personnes handicapées affecte également celles qui souffrent de problèmes de santé mentale ; les délégués proposent que soient créés des ateliers protégés où ces personnes se sentiraient intégrées et utiles pour la société. D'après la délégation des Pays-Bas, *« nous constatons que de plus en plus de jeunes souffrant de problèmes de santé mentale reviennent dans les ateliers protégés... S'ils sont obligés d'aller travailler dans une entreprise normale et qu'ils échouent, le processus de réinsertion devra reprendre à zéro »*. Les délégués demandent également plus d'investissements dans la création de postes de travail

adaptés pour personnes souffrant de problèmes psychologiques ou de sociabilisation, car il est important de leur permettre de se réinsérer à leur propre rythme et de définir leur propre programme en concertation avec d'autres. La liberté de choix revêt une grande importance.

D'autres formes de discrimination

Les transsexuels sont victimes de nombreuses discriminations sur le marché du travail et dans la société : ils ne trouvent pas d'emploi, sont stigmatisés et parfois forcés de se prostituer pour gagner un peu d'argent et éviter la pauvreté (Italie). Les victimes de la traite des êtres humains constituent un groupe qui nécessite que de nombreuses institutions collaborent pour rencontrer leur situation spécifique. Il convient également de combattre les stigmatisations dont souffrent les anciens toxicomanes auxquels on ne donne pas une seconde chance lorsqu'ils cherchent un emploi.

Discrimination: propositions des ateliers

Mettre un terme aux stigmatisations et aux discriminations par le biais d'une législation anti-discrimination dont l'application serait garantie

Adapter et personnaliser les services d'accompagnement selon les besoins et obstacles des différents groupes concernés

Œuvrer à l'intégration des personnes handicapées sur le marché du travail

Les mesures de lutte contre les discriminations envers les personnes souffrant de handicap physique doivent inclure les personnes victimes de handicap mental.

Investir dans les écoles et ne pas abandonner les jeunes une fois qu'ils ont mis un terme à leur parcours scolaire

Mettre un terme aux coupes sombres dans les budgets de l'enseignement afin de sauvegarder les futurs travailleurs, et investir dans l'apprentissage tout au long de la vie

Conciliation des vies familiale et professionnelle, aidants et bénévolat



Conciliation des vies familiale et professionnelle

Les délégués disent combien les conséquences du chômage sur la vie familiale sont peu reconnues, et combien il leur est difficile d'accéder à l'emploi, de le conserver ou de le réintégrer. « L'UE a tendance à focaliser ses discussions sur la nécessité d'avoir un emploi, plutôt que sur les difficultés rencontrées lorsqu'il s'agit de gérer une vie de famille ! » ; c'est pourquoi la conciliation des vies professionnelle et familiale est un thème central. Il est dit au cours de la Rencontre qu'une des raisons de la pauvreté dans les familles réside dans l'incapacité pour les parents de trouver un emploi. Toutefois, on rappelle qu'il est impossible de réduire la pauvreté des enfants à la pauvreté au sein de la famille, puisque les enfants ont des droits et qu'ils doivent pouvoir participer de plein droit à la société.

Les tensions que ne manque pas de créer l'absence de revenus dans les familles pauvres accroissent les risques de divorce. Il arrive également que les enfants soient enlevés à leurs parents pour des raisons économiques, telle que le chômage, avec le risque d'une perte complète des liens familiaux.

Pour accéder à un emploi, la famille doit recevoir une aide ; la famille est un investissement qui peut rapporter gros à la société, les relations entre le parent et l'enfant étant particulièrement importantes dans le développement de ce dernier. En Autriche, si un enfant tombe malade, un des parents peut prendre 10 jours de congés payés, un chiffre qui reste inchangé si vous avez un ou cinq enfants ! « Les employeurs rechignent à recruter des femmes, à cause de ces dix journées. »

Le bien-être des familles ne reçoit pas toujours des Etats membres le soutien nécessaire. Au contraire, il est souvent ignoré. Par exemple, les parents isolés sont abandonnés à leur sort ; les enfants leur sont souvent enlevés, prétendument pour leur propre bien, alors que le problème ne se situe pas au niveau de la famille, mais de son incapacité à trouver un emploi approprié. Les délégués soutiennent qu'il convient de créer les conditions permettant d'élever les enfants, dans la dignité, au lieu de les enlever à la garde des parents. Qui plus est, nombreux sont les parents obligés de s'exiler pour trouver un emploi, laissant leurs « euro-orphelins » aux « bons » soins d'une famille élargie parfois incapable de s'en occuper : « Nous partons travailler à l'étranger et rentrons à la maison pour les vacances » (Lituanie).

« Une révolution culturelle s'impose pour que la charge (et le plaisir) de la famille soit partagée équitablement entre les partenaires et les autres membres de la famille. » (Hongrie).

« Les services doivent être accessibles, et je ne parle pas que des services d'accueil de l'enfance, mais également et plus largement les services de santé, afin que les gens puissent aller travailler. »

« Si vous êtes une mère de famille, vous devrez prêter de plus longues heures, afin de gagner un petit revenu, et vous verrez de moins en moins vos enfants. Quand mon contrat arrivera à son terme en juin, je n'aurai plus de revenu, je devrai peut-être quitter mon domicile et je risque de perdre mes enfants. Un revenu décent est essentiel. La situation actuelle est absurde : les enfants héritent de la dette de leurs parents. » (Pologne).

Aidants

Le travail des aidants, au sein ou en dehors de la famille, est rarement reconnu, rémunéré ou pris en compte dans le calcul des pensions et du droit aux services. Dans de nombreux pays, une personne qui s'occupe d'un des membres de sa famille n'a pas droit à l'aide qu'elle recevrait si elle s'occupait d'une personne extérieure à sa famille. De nombreuses personnes exercent de facto la fonction d'aidants au sein de leur famille, sans que leur statut soit reconnu. Ces personnes ne bénéficient pas d'un niveau suffisant de protection, elles n'ont aucune assurance santé, ni sociale et ne touchent pas de salaire. Souvent, leur seul choix est de s'occuper d'un des membres de leur famille, souvent handicapé. Pourquoi ce travail n'est-il pas rémunéré ?

En Espagne, une Communauté autonome vient d'adopter une loi d'aide aux aidants – mais l'aide apportée dépend du degré de maladie des personnes à charge. Qui plus est, avant que les droits en question ne soient reconnus, il en passe de l'eau sous les ponts ! La loi, si elle a été adoptée, est loin d'être appliquée. Entre-temps, rien n'est prévu pour « aider les aidants ». « Nous ne pouvons pas attendre jusqu'à la phase terminale de la maladie ! ».

Aux Pays-Bas, d'après les délégués venant de ce pays, de plus en plus d'emplois disparaissent dans les secteurs du social, de la santé et de la culture en raison des coupes budgétaires, tandis que les salariés sont souvent remplacés par des bénévoles. Les services doivent être largement accessibles, et cela ne doit pas uniquement s'appliquer aux services d'accueil de l'enfance, mais également aux services de santé, si l'on veut que les gens puissent aller travailler.

« J'ai une fille handicapée – elle termine l'enseignement fondamental et va vers ses 18 ans... Elle n'a aucune chance de s'insérer dans la société. J'ai dû adapter ma vie à ses besoins. Quand elle atteindra 18 ans, elle commencera à toucher ses indemnités. Elle est enfermée chez elle ; faute d'argent, elle ne peut aller au restaurant, ni au café. Nous voulons que notre fille s'intègre dans la société, mais cela nous paraît impossible. » (Slovaquie).

Parents isolés

Les parents isolés souffrent fortement des ravages de la pauvreté causés par le chômage :

« En tant que parent isolé, j'éprouve les plus grandes difficultés à travailler et à élever mes enfants. Les obstacles sont nombreux : accès limité au marché du travail, heures de fermeture des garderies d'enfant ; voilà autant de raisons qui explique que les parents isolés doivent arrêter de travailler. » (Norvège).

« Aux Pays-Bas, notre organisation a fait pression pour obtenir une loi donnant aux parents isolés la possibilité de ne travailler que 25 heures par semaine tout en percevant un salaire complet. La loi a été adoptée, mais les politiciens refusent de l'appliquer. »

« Travailler, travailler, travailler. C'est tout ce qu'on entend au niveau européen. C'est la même litanie aux Pays-Bas où le ministre n'a que ces mots à la bouche : « travaillez, travaillez, travaillez, ça résoudra tous vos problèmes ». Pour un parent isolé, aller travailler n'est pas si simple. Par exemple, l'horaire scolaire n'est pas adapté aux heures de travail. Si votre enfant tombe malade, cela vous culpabilise et vous sentez le jugement des autres. Vous devez continuer à tout assumer quand vous commencez à travailler. Les gens ne le savent pas ! »

« Les familles monoparentales savent combien le manque de places dans les garderies d'enfants ajoute des difficultés aux difficultés. Et quand on a des enfants plus âgés, les choses sont encore plus difficiles après les heures scolaires. Chercher un emploi devient encore plus difficile. » (Autriche)

Volontariat

Les délégués demandent si 2011, Année européenne du Volontariat, ne pourrait pas être l'occasion de créer un nouveau modèle de société. On souligne que l'intérêt du volontariat réside dans le sentiment d'utilité qu'il donne, ainsi que dans l'esprit de solidarité qui l'anime, à mille lieues de celui de compétitivité... Il

peut également avoir une grande valeur culturelle. Par ailleurs, le volontariat est important en soi, et non pas comme une solution aux problèmes du marché du travail. Plusieurs délégués estiment que personne ne devrait être forcé à travailler gratuitement (« c'est pire que le workfare ») ; qui plus est, un travail volontaire ne devrait pas être un instrument pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, même s'il est toujours positif de faire du bénévolat lorsqu'on peut se le permettre. Souvent on pense que le travail volontaire, c'est un emploi non rémunéré pour lequel il ne faut pas payer de charges sociales.

« Si j'arrête toutes mes activités bénévoles, pas mal de choses cesseraient de fonctionner dans notre société : qui s'occuperait de mes parents ? De mes enfants ? Qui aiderait les autres ? Pourtant, cette forme de travail n'est pas reconnue par la société, alors que les activités bénévoles ont plus de sens que le travail d'un magasinier dans un supermarché. »

Familles, aidants et volontariat : propositions des ateliers

Apporter une aide familiale intégrée pour s'attaquer aux questions de revenus, offrir des services d'accompagnement et garantir le respect des droits des enfants et l'apprentissage pour la prime enfance.

Accompagner les parents en assurant la gratuité de l'enseignement et des services d'accueil de l'enfance pour tous les enfants

Considérer la prise en charge (Caring) comme un investissement.

Trouver un équilibre entre les congés de maternité et les congés parentaux, afin que les deux parents puissent facilement reprendre le travail.

Offrir un soutien aux familles afin que les femmes, qui travaillent, puissent s'occuper de leurs enfants, plutôt que de devoir les confier à la charge de quelqu'un d'autre

Encourager ceux et celles qui le désirent à travailler de manière volontaire, au lieu de créer des obstacles au volontariat (contrôles, formulaires et autorisations)

Ne pas recruter uniquement sur la base de l'expérience professionnelle, mais également en fonction de l'expérience acquise par le volontariat.

Les délégués se demandent pourquoi on permet que des travailleurs perdent la vie ou soient victimes d'accidents graves à cause de mauvaises conditions de travail : « *des gens meurent parce qu'ils sont pauvres et qu'on les a privés de tout choix* ».

Par exemple, les personnes en chaises roulantes ne bénéficient pas de la liberté de circulation ; elles devraient également avoir le choix ! Nous devons veiller au respect des directives européennes : « Il faut observer la justice dans tous les Etats membres ». Le point de départ doit être le respect de l'être humain ; nous devrions tous et toutes être reconnus pour qui nous sommes. Les gens ne sont pas des machines, Le monde est plus complexe que cela et cette complexité doit être reconnue. Suivre une formation ou avoir à manger ne suffisent pas, vous devez également pouvoir vivre !

« J'ai de plus en plus l'impression que, dans nos pays, avoir un emploi ne rend pas heureux. L'indice du bonheur est contradictoire : bénis soient les ignorants... » (Estonie).

« Si je dois attendre qu'ils m'appellent et m'apportent une solution, voilà un obstacle qui m'empêche d'accéder à mes droits fondamentaux. »

« Mes enfants ne peuvent pas participer aux activités de loisirs, parce que je n'ai pas de quoi les payer. »

« Nous représentons les pauvres de notre pays et nous exigeons le respect de leurs droits et de nos droits. Nous demandons la dignité ».

Comment l'UE respecte-t-elle et sauvegarde-t-elle les droits humains sur son territoire, à la lumière des flux migratoires internes de ces dernières années (notamment après l'explosion de la crise financière) ? Une politique de la migration commune s'impose, respectueuse des droits humains universels (y compris ceux des migrants de pays « tiers »), de la libre circulation, une politique qui prévoirait d'apporter un soutien financier accru aux Etats membres les plus pauvres, dans le but d'**accroître leur main d'œuvre et de réduire la migration forcée** (Chypre³).

Tout travail devrait s'accompagner d'une garantie de droits – pour l'instant, il n'y a pas de garantie de revenu pour vivre dans la dignité. Une meilleure redistribution s'impose. Nous devons changer le système. Plus important, nous devons combattre les **stéréotypes négatifs** qui pèsent sur les sans-emploi.

« Un stéréotype est répandu : celui du chômeur passif et paresseux. Ce qui prend beaucoup de leur temps, c'est leur santé, et celle de leur famille, la recherche d'un emploi, le transport, et contacter des gens qu'ils ne connaissent pas dans des endroits qu'ils connaissent moins encore. » (Pologne)

« Les chômeurs ne veulent pas le rester ; ils veulent travailler et être autonomes ! » (RU, Malte)

« Les gens ne veulent pas être riches, ils veulent vivre dans la dignité ! » (RU)

Le droit à la dignité : propositions des ateliers

Donner de la dignité à toutes les formes d'emploi

Accompagner les personnes handicapées, ainsi que les parents d'enfants handicapés, puisque la prise en charge devrait être considérée comme « un emploi ».

Garantir un accès aux droits fondamentaux : logement, emploi, culture, revenu et santé.

3 La délégation chypriote n'a pas pu participer à la Rencontre. Elle a transmis ses questions et propositions par écrit.

La crise

Les délégués essayent de faire passer un message fort : « *les personnes en situation de pauvreté ressentent l'impact de la crise plus lourdement que les banques* » ; ils ajoutent que, malgré l'objectif chiffré européen de réduction de la pauvreté, celle-ci ne cesse d'augmenter en raison de la crise. En conséquence, nous cherchons des solutions pour surmonter la crise et la lutte contre la pauvreté doit être une priorité. Il faut œuvrer pour un glissement vers une économie de la solidarité sociale. Plus précisément, « *les chômeurs payent deux fois la crise économique et celle-ci ne peut servir d'excuse pour tout justifier* ». D'après un délégué, l'UE doit se relever de la crise « *comme elle s'est relevée de la guerre mondiale* ». En raison de la crise, les délégués restent en alerte : que fera la Commission pour surveiller que les politiques nationales appliquent réellement les recommandations et stratégies européennes ? (Chypre) La crise a aggravé le phénomène du chômage... Il s'agit d'une crise structurelle à combattre, car la crise mondiale sert actuellement de justification pour laisser de côté les personnes les moins compétitives sur le marché du travail.

Les personnes en situation de pauvreté constatent la fermeture de nombreuses entreprises ; et pourtant les banques, elles, restent ouvertes. Il faut donc envisager la question de la pauvreté à la lumière de celle des richesses. Les investissements doivent aller vers les services et il convient de redistribuer les richesses de manière plus juste. Les délégués ajoutent que la politique de compétitivité ne fonctionne pas : nombreuses sont les personnes laissées sur le bord du chemin. On en demande de plus en plus aux travailleurs et le « burnout » est devenu la maladie du 21^{ème} siècle.

« *Les banques sont responsables et pourtant, ce sont les pauvres qui sont les victimes* ».

« *Les décideurs ont assez d'argent à dépenser et à donner à qui de droit. Mais ce sont toujours les pauvres qui perdent. Nous n'avons pas nécessairement besoin de plus d'emplois. Il est même possible qu'il y ait déjà trop d'emplois (rémunérés et non rémunérés) ; mais ce qu'il faut, c'est qu'ils soient mieux répartis.* »

« *Ce que le pauvre veut, c'est une meilleure vie. Et pour y parvenir il a besoin d'un emploi* »

La crise : propositions des ateliers

Répondre aux conséquences sociales de la crise devrait être la priorité numéro un

Mener des réformes sociales – pour reconstruire le système social – redistribuer les richesses – mettre en place des systèmes fiscaux différents pour les différents groupes – Contrôler strictement le secteur des affaires.

Reconnaître le surendettement comme une cause de la pauvreté cachée.

Placer l'être humain au cœur des efforts de relance. Une UE unie peut aller vers une Europe plus sociale.

Taxer les transactions financières

Redistribuer les profits des banques pour une société plus équitable

Mettre un terme aux délocalisations

Cesser la concurrence (qui ne fonctionne pas) et découvrir la solidarité

Plus de coopération dans le marché global du travail

Si les invités à la Rencontre confirment unanimement qu'il faut entendre la parole des personnes en situation de pauvreté, les personnes directement concernées, les personnes qui font l'expérience de la pauvreté et de l'exclusion sociale et qui participent à la Rencontre sont nombreuses à dire haut et fort que les conclusions des Rencontres européennes doivent urgemment être intégrées dans les activités de la Plateforme de lutte contre la pauvreté et que les organisations des personnes en situation de pauvreté doivent être associées à la formulation des politiques : cela les rend plus autonomes et plus forts.

Cependant, ils sont d'avis que « être entendus une seule fois par an ne suffit pas. Il ne faut pas se contenter d'évaluer ce qui est dit à propos de la participation, mais contrôler ce qui est fait. » Il est tout aussi important de voir quelles sont les conséquences des Rencontres : « On nous endort souvent avec de belles promesses, sans que nous ne constatons le moindre changement dans la réalité. La paralysie est un élément de notre vie quotidienne. Il n'y a pas de véritable dialogue. » La délégation des Pays-Bas propose la mise en place d'un « Comité des Sages » chargé d'élaborer des règles de la participation à appliquer à tous les niveaux ; « beaucoup de gens prennent des décisions à notre place... »

Participation: propositions des ateliers

Veiller à l'intégration des Rencontres européennes annuelles des personnes en situation de pauvreté dans la Plateforme de lutte contre la pauvreté

Elaborer des règles de la participation à tous les niveaux

Veiller à ce que la participation ne se contente pas d'associer au processus ; elle doit aboutir à engranger de véritables résultats.

« *Le problème réside dans la mise en œuvre... »*

Réactions des invités qui ont participé aux ateliers

Résumé de Julien Van Geertsom, Président du Service public belge Intégration sociale

Quelques suggestions des invités

Ce n'est pas la quantité des invités qui rend la Rencontre exceptionnelle, mais leur qualité et leur diversité : des Eurodéputés, des représentants du CPS, de l'EMCO, de la Commission, des administrateurs... L'importance de la Rencontre est indéniable, même si elle n'a pas encore de statut structurel. Julien Van Geertsom présente un compte-rendu des commentaires et propositions des invités à propos des messages des ateliers.

Il rappelle un des messages généraux : « *de nombreux délégués partagent en fait les décisions prises au niveau de l'UE, notamment la recommandation sur l'inclusion active avec ses trois piliers du revenu adéquat : ressources, accès au marché du travail, économie sociale et participation active à la société, et accès aux services – accueil de l'enfance, santé, logement et participation... Le problème réside dans l'application de ces décisions. Nous devons tout faire pour qu'elles soient mises en œuvre !* » Ce constat renvoie à ce qui avait été dit lors de la 9ème Table Ronde de l'Inclusion Sociale : « *On ne peut pas manger du papier !* ».

Le deuxième constat est qu'un emploi reste la meilleure solution pour combattre la pauvreté, même si plusieurs ont nuancé : oui, mais pas toujours ; n'oublions pas l'importance de la qualité des emplois, des salaires décents, de la stabilité de l'emploi, de la conciliation entre vies professionnelle et familiale. Ainsi, des mesures d'accompagnement des familles s'imposent (par exemple des services d'accueil des enfants). N'oublions pas que nous devons combattre la pauvreté des enfants et aborder la question de leurs droits.

Les invités se sont attardés sur les problèmes de discrimination et d'exclusion des personnes handicapées, des migrants et des populations Roms. Autre message clé : plus de solidarité et une distribution plus juste des richesses s'imposent en Europe. Enfin (et ce message n'est pas le moins important), il est crucial de donner la parole aux personnes en situation de pauvreté, de les écouter attentivement et de tenir compte de leur avis.

Comme prévu, un large accord apparaît autour de la nécessité de mettre en œuvre effectivement les recommandations relatives à l'inclusion active. Plusieurs invités vont jusqu'à proposer d'élaborer une directive cadre obligeant chaque pays à garantir des ressources adéquates (en utilisant le mécanisme des normes budgétaires), l'accès au marché du travail, l'accès aux services (une place d'accueil pour chaque enfant), un meilleur équilibre entre vies professionnelle et fami-

liale, sans oublier l'accent à placer sur l'inclusion active des groupes cibles (personnes handicapés, populations à bas revenus, migrants) – via, par exemple, des postes de travail protégés, l'économie sociale, etc.

Parmi les suggestions faites à propos des objectifs chiffrés de la stratégie Europe 2020, et plus précisément de l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté, citons un suivi étroit et une évaluation des objectifs nationaux dans les programmes de réforme nationaux, une application effective de l'article 9 du Traité de Lisbonne (étude d'impact social) et une analyse, suivie de sa diffusion, des exemples de bonne pratique.

Ces suggestions s'adressent au Parlement européen, à la Commission, au Comité de protection sociale, à l'EMCO, au Conseil de l'Europe et aux partenaires sociaux. Chaque acteur doit assumer ses responsabilités. Enfin, tous les invités s'accordent pour dire que les conclusions de la 10ème Rencontre devraient faire l'objet d'une large diffusion auprès de l'ensemble des institutions européennes, en commençant par la Commission et par le Conseil. « *Cette Rencontre devrait prendre une place structurelle dans la Plateforme européenne contre la pauvreté* ».

Engagements des invités

Chaque invité s'engage à prendre en compte l'expérience acquise lors de la Rencontre, ainsi que ses conclusions, dans leur fonction officielle, dans le but d'aider à réaliser les demandes et à mettre en œuvre les recommandations. Les partenaires sociaux s'engagent à suivre et à aider leurs membres à appliquer l'accord du cadre européen des partenaires sociaux en faveur d'un marché du travail inclusif. Il y a une citation qui résumé parfaitement le sentiment général : « *Si je dois me souvenir d'une seule chose, l'atelier a renforcé mon engagement à contribuer à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* ».

Conclusions des invités

Le premier jour, la recherche a montré que, pour la plupart des délégués, la Rencontre n'a que peu d'impact sur les dossiers politiques. Les invités pensent le contraire : il est évident que les véritables experts en pauvreté sont ceux et celles qui en font l'expérience (vous savez ce qu'est la pauvreté !). Il est donc impossible de combattre la pauvreté sans les personnes concernées. La participation des personnes en situation de pauvreté est un pré requis de toutes les politiques. On remercie ensuite les invités pour leur contribution.

« Le cri de la pauvreté est de plus en plus fort » - réactions des délégués



Un membre de la délégation autrichienne lit un appel adressé par Michaela Moser, membre autrichienne du Comité exécutif d'EAPN, en faveur de salaires décents et de conditions de travail respectueuses de la vie familiale et de la santé... Un délégué norvégien rappelle ensuite la nécessité de parler de la prévention pour les enfants et pour les jeunes.

On souligne que les personnes en situation de pauvreté sont considérées comme des acteurs clés de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans la stratégie Europe 2020. Toutefois, n'oublions pas qu'il y a quelques années, une stratégie pour les Roms avait été établie, mais n'a jamais été mise en œuvre. L'UE doit se doter de mécanismes d'évaluation des résultats engrangés dans la lutte contre la pauvreté. Ainsi, nous saurons si nous sommes sur la bonne voie. Ainsi nous disposerons d'indicateurs nous permettant d'évaluer la stratégie et, si nécessaire, de la modifier afin de réaliser les objectifs fixés (Slovaquie).

D'après un délégué britannique, « la pauvreté est une expérience, pas un statut ! ». « Nous ne devrions pas aliéner certaines personnes parce qu'elles sont riches ; nous devrions travailler avec tout le monde, même avec les

riches, pour combattre la pauvreté ». Nous aimerions que ces Rencontres contribuent à plus de solidarité entre les groupes ; les pauvres ne sont pas responsables des crises. Les riches banquiers le sont ! Ainsi, « Nous devons améliorer notre image, et donc investir dans la communication ».

La crise a un prix trop élevé et des conséquences dévastatrices sur la vie des gens : « arrêtez de réduire les dépenses sociales »... « On entend monter de plus en plus fort les cris de souffrance qui viennent de cette salle, même si les décideurs ne sont pas présents en nombre suffisant ! » Les délégués rappellent que, l'année dernière, ils ont déjà présenté une motion demandant aux politiciens quelles étaient les raisons de leur absence. Celle-ci est inexcusable ; Nous devons comprendre pourquoi. « Pourquoi les Etats membres démantèlent-ils les systèmes sociaux qui sous-tendent l'UE ? Est-il possible que les médias ne parlent pas assez de notre Rencontre ? » (Italie)

« Les ONG qui apportent de l'aide aux personnes en situation de pauvreté n'ont pas assez d'argent. Par contre, les assistants sociaux ont trop de paperasseries à remplir ; ils devraient nous aider, au lieu de gratter du papier ! »



Les institutions et les partenaires sociaux dans la lutte pour des emplois décents : le point de vue des membres du panel

Antonia CARPARELLI, Directrice f.f. Europe 2020, Politiques sociales, DG Emploi, Affaires sociales et Inclusion

Où qu'on soit en Europe, on demande surtout des emplois, parce qu'un emploi pour tous est une des priorités et que des « emplois décents » constituent un objectif clé de l'agenda européen. Toutes les interventions soulignent que les politiques doivent toutes privilégier la création d'emplois. Il faut accorder une attention particulière à l'accès aux services, comme le logement, sans oublier un accès étendu aux ressources de base. « *Tous les biens coûtent de plus en plus cher pour les pauvres (par exemple des services comme l'eau, etc.), alors que les biens coûtent de moins en moins cher pour les riches.* » (citation d'un des ateliers).

La politique de lutte contre les discriminations est cruciale et doit être combinée aux politiques sociales et d'emploi. Les politiques familiales, pour leur part, prennent du retard sur les changements que connaissent les structures familiales, même s'il s'agit là d'une priorité de la Présidence hongroise. Parmi les autres domaines, n'oublions pas l'enseignement qui a besoin d'outils, ni la dignité des emplois. Nous devons **améliorer la qualité de tous les emplois**, tout en relevant le défi environnemental, pour une meilleure qualité de vie.

La Commission s'est engagée dans une approche intégrée : la stratégie Europe 2020 qui couvre tous les domaines politiques en vue d'une meilleure Europe. « *Je partage une partie de votre frustration* », a conclu Mme Carparelli, « *mais je vois des lueurs d'espoir qui renforcent notre confiance envers cette rencontre* ».

Mik Woolley, président du Comité Emploi (EMCO)

Dans un premier temps, M. Woolley présente le travail du Comité Emploi. Il souligne que le Comité partage un grand nombre des questions soulevées lors de la Rencontre et qu'il y voit une confirmation qu'il s'agit là des bonnes questions. Il partage également le constat que le problème réside dans la mise en œuvre ; or voilà le principal objectif de l'EMCO. Un rapport de suivi des performances sera bientôt présenté aux Ministres, afin d'analyser ce qui fonctionne et ne fonctionne pas dans les processus d'insertion professionnelle, avec une analyse des salaires et de l'intérêt de conserver des indemnités une fois un emploi trouvé. Ce rapport devrait apporter des réponses à quelques unes des questions soulevées lors de la Rencontre.

Le Comité Emploi de l'UE a consacré deux journées de travail intensif à un examen des Programmes Nationaux de Réforme et des objectifs chiffrés de réduction de la pauvreté, en mettant l'accent sur les « entreprises sociales », qui peuvent contribuer à l'objectif de « meilleurs emplois en plus grande quantité ». Il prend note des débats, qui ont eu lieu lors de la Rencontre, sur les entreprises sociales et sur l'économie sociale.

Mik Woolley reconnaît qu'EAPN a toujours été un bon allié, au même titre que d'autres ONG, et que le travail réalisé dans le dossier de la participation est important pour renforcer l'implication et les compétences des gens. Il sort de la Rencontre plus déterminé encore à suivre ces dossiers et remercie les délégués pour leur ouverture.

Estelle CEULEMANS, Confédération européenne des Syndicats (CES)

Après avoir remercié les délégués pour la chaleur, l'honnêteté et la ferveur de leur participation, Estelle CEULEMANS ajoute qu'au cours d'une réunion prévue la semaine suivante, la CES abordera la question de la nouvelle gouvernance économique (et notamment le dossier des transferts financiers), et recommandera sans doute une augmentation des salaires : ceux-ci ne devraient pas être considérés comme des « ennemis » mais comme une source de qualité de vie. Une pression forte s'exerce en faveur d'un cadre pour les services sociaux d'intérêt général (SSIG) : qualité, accès, amélioration des systèmes pédagogiques.

Si 12,5 millions d'emplois ont été créés, c'est moins que les 16 millions créés avant la crise. Nombreux sont les emplois précaires : du temps partiel, des emplois intérimaires, des stages, etc. Ils visent, pour la plupart, les jeunes, les femmes et les migrants, etc. Mais il s'agit surtout d'emplois de faible qualité, instables. Il existe une différence entre le nombre d'emplois et la qualité des emplois : l'UE compte 19 millions de travailleurs pauvres. Les solutions doivent toutes porter sur la qualité de l'emploi, sur les salaires, sur la formation, sur les conditions de travail et sur les perspectives professionnelles.

La CES s'est engagée dans la lutte contre la pauvreté. Le « manifeste d'Athènes », qui devrait être adopté la semaine suivant la Rencontre, devrait contenir les engagements suivants :

- une campagne pour un Protocole de Progrès social, à inscrire dans les Traités européens pour que les droits sociaux fondamentaux prennent le pas

sur les libertés économiques

- la mise en œuvre de la clause sociale transversale (article 9 du Traité de Lisbonne)
- la lutte contre la pauvreté des jeunes
- la lutte contre les discriminations et contre le dumping
- une meilleure protection des droits des travailleurs
- une réglementation exigée des marchés financiers et des agences de notation
- l'harmonisation de la base fiscale des entreprises
- un soutien à une mondialisation juste et durable
- la promotion d'un équilibre entre les vies publique et privée

Pour lutter contre la pauvreté, la CES demande également la mise en œuvre de la recommandation sur l'inclusion active, un cadre clair pour des services sociaux d'intérêt général et l'application de l'accord cadre sur la formation, principalement pour les jeunes, les personnes handicapées et les femmes. La CES collabore également avec l'Organisation mondiale du commerce, dont les textes sont plus progressistes que ceux de l'UE, même s'ils s'appliquent à des pays plus pauvres, avec des filets de sécurité faibles ou inexistants.

Rebekah Smith, Business Europe

Rebekah Smith partage l'avis que l'intégration sur le marché du travail est un aspect important dans la lutte contre la pauvreté, et qu'elle bénéficie également à l'ensemble de la société. Il est important pour un pays d'avoir un bon système économique soutenant un bon système social. La croissance économique est nécessaire pour pérenniser les systèmes sociaux. De nombreuses entreprises rencontrent de graves difficultés en raison de la crise et font des efforts pour garder leurs travailleurs, au prix, parfois, d'une réduction des heures de travail. Nous avons besoin des bonnes compétences pour le marché du travail. Dans le dossier de la qualité du travail, de la santé et de la sécurité, etc., il est indispensable d'appliquer les directives européennes existantes. Dans celui de la réconciliation des vies professionnelle et familiale, le travail à temps partiel peut être un moyen de retrouver la vie active. « ...Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent que le travail à temps partiel ou temporaire est automatiquement précaire : mieux vaut un temps partiel pour un bon employeur qu'un temps plein pour un mauvais patron ».

Le développement des compétences est également important : il faut des compétences adaptées au marché du travail, pas seulement dans les entreprises, mais également dans les autorités publiques. Une collaboration voit le jour sous la forme d'un *accord cadre sur des marchés du travail inclusifs* entre la CES, Business Europe, l'UEAPME (association européenne des entreprises artisanales et de taille moyenne) et le CEEP (Centre européen des employeurs et des entreprises offrant des services publics).

Enfin, Rebekah Smith conclut en disant que, pour un meilleur accès et une meilleure intégration sur le marché du travail, nous devons envisager les obstacles, mais également les solutions ; par exemple, l'image de l'emploi doit changer, la diversité être promue et les compétences individuelles respectées.

« Nous sommes les seuls capables d'expliquer notre situation »: la réponse des délégués au panel

« Le travail à temps partiel, c'est bien pour ceux qui le choisissent, pas pour ceux qui sont obligés d'accepter un contrat à durée déterminée et à temps partiel. » (Italie).

« Les personnes en situation de pauvreté devraient demander à la CES de faire passer leurs messages aux travailleurs, afin de les gagner à notre cause. » (Allemagne).

« ... J'aimerais faire un vœu. Aucun de nous n'a décidé d'être pauvre. Nous voulons qu'on prenne notre expérience en compte. Nous sommes les seuls capables d'expliquer notre situation. » (France)

Un délégué slovène lance ensuite un appel pour une Europe plus sociale, rappelant que, dans son pays, les gens, confrontés à de nombreux problèmes, sont nostalgiques d'un passé plus équitable et constatent l'échec du capitalisme à la sauce européenne. Nous avons besoin d'un développement durable combinant l'économie, le social et la culture.

Un délégué ajoute qu'il attend un plus grand nombre d'Eurodéputés aux Rencontres... *« Si les gouvernements ne veulent pas faire le boulot, nous, nous avons les compétences nécessaires. »* Les délégués adressent un message clair à la Commission : *« l'argent doit être redistribué ! »*

Un autre délégué demande qui pourrait l'aider à combattre un employeur qui, bien qu'il reçoive des subsides de l'UE, ne paye pas ses salaires ; *« depuis le mois de décembre, l'agence pour l'emploi refuse de nous verser nos indemnités, puisque officiellement nous avons toujours un emploi. Que pouvons-nous faire ? »*

« Le cri de la pauvreté se fait entendre de plus en plus fort », sans qu'aucune politique ne soit mise en œuvre ; la question se pose : avons-nous la bonne structure ?

« Votre parole doit être entendue ! » : mots de conclusions



JANUSZ GALEZIAK, représentant de la Présidence polonaise de l'Union euro- péenne

Janusz Galeziak remercie toutes les personnes présentes pour l'une des plus importantes réunions organisées dans le cadre de l'agenda social européen : « *votre parole doit être entendue* », ajoute-t-il. Les Etats membres avaient jusqu'au mois d'avril pour remettre leurs Programmes Nationaux de Réforme. A la mi-juin, le Conseil Emploi et Affaires sociales devrait adopter des recommandations nationales, pour contribuer à la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020. La Présidence polonaise s'est engagée à suivre la mise en œuvre des programmes de réforme nationaux, d'évaluer la poursuite des objectifs et de tirer ses conclusions vers la fin de l'année. A l'occasion de la « nouvelle » Convention annuelle sur la pauvreté, qui remplace l'ancienne Table Ronde annuelle, la Présidence espère avoir plus d'informations sur l'application des Programmes Nationaux de Réforme.

Parmi les priorités de la Présidence polonaise figure en première position la solidarité entre les générations, comme gisement de nouveaux emplois, de nouveaux services et de nouveaux produits, afin de prévenir que la fracture sociale ne se creuse (il s'agit par exemple de la solidarité entre ceux qui peuvent payer et ceux qui ne le peuvent pas). Arrive ensuite une Europe active : une Europe qui travaille ! Puis viennent les partenariats citoyens et la coopération entre administration publique et secteur privé. Nous sommes d'avis qu'un soutien fort au secteur public est indispensable pour garantir la cohésion en Europe. « *Votre voix, vos messages et vos recommandations sont également très importants* ».

IZABELLA MARTON, Vice-présidente d'EAPN

Tout a déjà été dit et je partage tous les messages. « *Les gens ne peuvent pas manger du papier !* » ; de nombreuses décisions importantes doivent encore être appliquées. Les gouvernements doivent arrêter de réduire les dépenses sociales ; les personnes en situation de pauvreté ne doivent plus payer la crise et les services sociaux jouent un rôle central. Une distribution plus équitable s'impose si nous voulons éradiquer la pauvreté.

Même s'il est frustrant de constater que les conclusions des Rencontres ne sont pas toujours mises en œuvre, cela reste un moment important pour les décideurs. EAPN remercie la Présidence hongroise, ainsi que le Danemark qui accueillera la prochaine Rencontre en 2012. EAPN souhaite soutenir l'idée d'organiser des rencontres nationales et locales de personnes en situation de pauvreté. C'est ainsi qu'on prouvera notre engagement. « *Vous êtes les experts en pauvreté ; on ne pourra jamais éliminer la pauvreté sans écouter ce que vous avez à dire !* »

Annexe 1 : réponse de la Commission Européenne, DG Emploi, aux demandes et aux messages exprimés lors des rencontres des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale

DOMAINE 1 : OBJECTIFS GENERAUX	
Revendications des rencontres	Réponse
Réduire l'écart entre les politiques économiques et les politiques sociales; consolider la cohésion sociale; mesurer l'impact de toutes les politiques sur l'accès aux droits sociaux	La stratégie Europe 2020 encourage les mesures visant la poursuite de trois objectifs généraux : un taux d'emploi de 75% pour les personnes de 20 à 64 ans ; moins de 10% de décrocheurs scolaires; sortir au moins 20 millions de personnes de la pauvreté. Des objectifs chiffrés nationaux de réduction de la pauvreté ont été définis par tous les EM, sauf la Suède, les Pays-Bas et l'Espagne Un suivi par le biais des Programmes Nationaux de Réforme (ligne directrice sociale 10) La Plate-forme européenne de lutte contre la pauvreté appuiera la réalisation de l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté La Commission va renforcer davantage les analyses d'incidence, encourager les autres institutions européennes à évaluer l'impact des amendements qu'elles suggèrent d'apporter aux propositions de la Commission et inviter les EM à envisager une analyse de l'incidence sociale des changements dans les politiques nationales
S'engager de manière déterminée à réduire la pauvreté des enfants	Les conclusions du Conseil adoptées le 31-3-2011; La plate-forme européenne de lutte contre la pauvreté prévoit qu'en 2012, la Commission présentera une recommandation visant à s'attaquer à la nature pluridimensionnelle de la pauvreté des enfants et à promouvoir le bien-être des enfants
DOMAINE 2: INCLUSION FINANCIERE	
Exigences des rencontres	Réponse de la Commission
Le revenu minimum en tant qu'instrument dynamique et en tant qu'investissement visant la promotion de l'inclusion sociale; le revenu minimum devrait faire partie intégrante d'un système efficace de services sociaux et être lié au coût réel de la vie	Le suivi de la crise a montré que les régimes de revenu minimum offrent des filets de sécurité très précieux, qui vont désormais servir de tremplins vers l'emploi. Toutefois, il est toujours nécessaire de réaliser pleinement les réformes de l'inclusion active ; il faudra surtout réorganiser les services pour mettre en place des guichets uniques pour les groupes vulnérables et lier les politiques pour l'emploi à l'assistance sociale. La plate-forme européenne de lutte contre la pauvreté prévoit qu'en 2012, la Commission publiera une communication présentant une évaluation fouillée de la mise en œuvre de l'inclusion active au niveau national
Il conviendrait d'encourager les systèmes de microcrédit	Le mécanisme de micro-finance du programme PROGRES est opérationnel depuis début 2011 et aide les jeunes, les femmes et les chômeurs de longue durée
Des comptes en banque pour tous	L'analyse de la Commission ainsi qu'une large consultation montrent qu'une action européenne visant à promouvoir l'accès aux comptes bancaires de base est vivement recommandée; en 2011, la Commission présentera une initiative législative

DOMAINE 3: L'EXCLUSION DU LOGEMENT ET LE SANS-ABRISME

Le logement en tant que droit fondamental; les fonds structurels devraient être utilisés pour soutenir l'accès à un logement abordable et durable; une aide et des services effectifs devraient être disponibles pour les personnes qui vivent dans un logement social et pour les sans-abri	<p>2010 = année de la découverte capitale en matière d'efficacité des politiques</p> <p>Le rapport conjoint sur la protection sociale /inclusion sociale exhorte les EM à concevoir des politiques intégrées, qui viseraient à s'attaquer au sans-abrisme et qui proposeraient des orientations quant à la marche à suivre (gouvernance, suivi et évaluation, définition d'objectifs chiffrés spécifiques)</p> <p>Les dispositions au titre du Fond Européen pour le Développement régional ont été modifiées afin de pouvoir financer les interventions en logement pour les communautés marginalisées</p> <p>'La conférence de consensus '(une première dans le domaine de la politique sociale): les recommandations du haut jury après l'audition avec les experts, une consultation transnationale des personnes sans-abri dans 8 EM et une conférence de deux jours les 9 et 10 décembre. En bref : promotion d'approches basée sur le logement plutôt que des centres d'accueil et des logements transitoires, une approche intégrée pour les migrants et les citoyens européens confrontés aux sans-abrisme</p> <p>S'attaquer au sans-abrisme et à l'exclusion du logement : priorité clé de la plateforme européenne de lutte contre la pauvreté</p>
Définir des normes de qualité	<p>Le ??? 2010 Le cadre de la Commission européen pour le volontariat 2010 pour les services sociaux. Il s'agit de créer un langage commun sur les services sociaux dans toute l'UE. Le cadre devrait être mis en place par le truchement d'échanges de bonnes pratiques et de financements de projets transnationaux.</p> <p>La Commission élaborera un cadre sectoriel, notamment pour les soins de longue durée et le sans-abrisme.</p>
Chacun a le droit d'accéder aux services sociaux	<p>L'accès pour tous à des services sociaux de qualité pour soutenir la participation sociale active, voilà l'un des trois piliers de la stratégie pour l'inclusion active</p> <p>La plate-forme européenne prévoit qu'en 2012, la Commission publiera une communication sur une évaluation fouillée de la mise en œuvre de l'inclusion active au niveau national</p>
Promouvoir l'innovation sociale	<p>La plate-forme européenne insiste lourdement sur l'innovation sociale en tant que manière de garantir la cohésion économique, sociale et territoriale</p> <p>Financement de projets sur l'expérimentation sociale au titre de PROGRES (2009 et 2010)</p> <p>La plate-forme européenne assurera la promotion des initiatives en matière d'économie sociale en tant que réponses innovantes aux besoins sociaux émergents</p>

DOMAINE 5: EMPLOI ET FORMATION

Accès pour tous à l'éducation et à la formation dans le cadre de l'activation sur le marché de l'emploi	<p>Un des trois piliers de la stratégie pour l'inclusion active</p> <p>La plate-forme européenne fournira à la Commission Communication en 2012 une évaluation en profondeur de la mise en œuvre de l'Inclusion active au niveau national.</p>
Les jeunes de milieux défavorisés devraient pouvoir relever certains défis	<p>Les objectifs chiffrés de la stratégie Europe 2020 : moins de 10% de décrochage scolaire et qu'au moins 40% des personnes âgées de 30 à 34 ans terminent l'enseignement de troisième niveau</p>

DOMAINE 6: PARTICIPATION

La participation doit être régulière et être dotée d'un statut et d'une structure officiels	<p>La Commission encourage un dialogue structuré avec les parties prenantes européennes</p> <p>La possibilité de mettre en place une structure similaire au niveau national</p>
La participation des personnes en situation de pauvreté	<p>Composante principale de la plate-forme européenne</p>
Elargir le dialogue à tous les niveaux	<p>Les approches participatives font partie intégrante de l'innovation sociale telle qu'encouragée par la Commission</p>

Annexe 2 : réponse d'EAPN aux exigences et aux messages formulés lors des Rencontres Européennes de Personnes en situation de Pauvreté et d'Exclusion Sociale

Domaine 1 : OBJECTIFS GENERAUX	
Revendications issues des Rencontres EU	Réponses
Réduire le fossé entre politiques économiques et sociales	Cette revendication est une demande clé figurant dans tous les documents d'EAPN et en particulier dans notre rapport sur l'impact de la crise. Sous l'appellation EUROPE 2020, EAPN a mené une campagne au niveau européen et national en impliquant d'autres acteurs (la Plateforme sociale, des ONG centrées sur l'environnement, les Syndicats et des ONG de développement pour aboutir à une approche plus équilibrée entre les politiques économiques et sociales. La coalition d'ONG pour l'année européenne 2010 contre la pauvreté et l'exclusion sociale a également participé à la poursuite de cet objectif. Ce travail de lobby conduit avec d'autres acteurs a débouché –et c'est une première- sur une cible européenne de réduire la pauvreté et sur une ligne directrice comprise dans cette stratégie ainsi que sur la proposition d'une Plateforme contre la Pauvreté. Actuellement, les efforts d'EAPN visent à ce que ces propositions soient traduites en actions.
Appui vers plus de réalité des PAN et de l' Méthode ouverte de Coordination (MOC). Système de politiques intégrées facilitant l'accès aux droits, ressources et services	EAPN a défendu la nécessité de poursuivre la MOC sociale dans la nouvelle stratégie Europe 2010, particulièrement en soulignant le besoins de stratégies nationales intégrées sur la protection et l'inclusion sociales et sur l'accès aux droits. EAPN demande des Plateformes Nationales contre la Pauvreté et l'implication d'autres acteurs dans le développement et l'implantation de ces stratégies. Cette campagne est en cours.
Droit de l'homme – Promouvoir l'accès et des politiques multidimensionnelles – Renforcer la cohésion sociale, la lutte contre la discrimination et l'égalité.	Notre campagne de lobby pour l'Europe 2020 est base sur la reconnaissance du fait que la pauvreté est un déni des droits fondamentaux; elle réclame une approche centre sur les droits de l'homme et demande également plus d'attention pour réduire les inégalités et lutter contre la discrimination. La Chaîne Humaine organisée par la Coalition en 2010 a rassemblé plus de 3000 personnes encerclant le Parlement européen; son but était de démontrer qu'une bonne approche dans la lutte contre la pauvreté et la discrimination était essentielle au respect de la dignité humaine. Cette chaîne démontrait qu'il y a suffisamment de biens pour tout le monde s'ils sont partagés de façon équitable et durable.
Inclusion active	Actions de lobby pour obtenir une Recommandations sur l'Inclusion Active (2008) avec une approche intégrée sur l'accès aux services, un revenu minimum adéquat et l'accès à l'emploi Ce lobby se poursuit par l'implantation de cette recommandation par la réalisation d'une brochure d'EAPN sur l'Inclusion Active soulignant les bonnes pratiques ainsi que les revendications clés.
Domaine 2 : INCLUSION FINANCIERE	
Revendications issues des Rencontres EU	Réponses
Revenu minimum adéquat permettant une vie digne, l'Europe étant aux commandes pour assurer des niveaux de vie adéquats.	Les Rencontres européennes ont positionné cette revendication clé au centre du travail d'EAPN. EAPN mène une campagne sur le Revenu Minimum depuis 2008 (le revenu minimum incluant l'accès à internet ainsi que des documents clé tels que l'explicatif du revenu minimum adéquat. Organisée conjointement, par EAPN et BAPN (Réseau belge d'EAPN) la conférence sur le revenu minimum a été un moment crucial de l'année 2010. Cet événement a revendiqué l'inclusion d'une directive cadre garantissant le Revenu Minimum pour tous. Nous avons travaillé avec le parlement européen sur le rapport consacré au Revenu Minimum et nous suivons ce travail. Avec la Présidence belge et la Commission, nous faisons pression pour obtenir une « Révision paritaire » sur les budgets standards et pour établir une méthode participative d'établissement d'un niveau adéquat de revenu minimum.
Inclusion financière– obtenir le droit à un compte bancaire pour tous, avec crédit et débit.	Cette revendication est inscrite dans le manifeste d'EAPN pour l'Europe 2020 et dans l'Alliance de Printemps. EAPN est interlocuteur lors des consultations de la Commission sur l'inclusion financière et assure un suivi de ce point.

Domaine 3 : EXCLUSION DU LOGEMENT ET SANS ABRISME	
Logements à des prix acceptables en tant que droit humain fondamental et action sur le sans abrisse en tant que priorités au niveau européen	Cette revendication est reprise dans le manifeste d'EAPN pour l'Europe 2020 et par l'Alliance de Printemps. EAPN a soutenu également l'année thématique sur le sans abrisse et l'exclusion du logement et a participé à la Conférence de consensus sur le sans abrisse sous la Présidence belge. EAPN soutien le lobby de la FEANTSA auprès du Parlement européen pour une déclaration sur le sans abrisse (2010).
Stratégies nationales en direction du logement et du sans abrisse	Revendication pour des stratégies nationales intégrées sur la protection et l'inclusion sociales pour y inclure des actions prioritaires en matière de logement et de sans abrisse. Soutien pour faire du logement et du sans abrisse une priorité dans la Plateforme européenne contre la pauvreté.
Le logement comme point majeur dans les Fonds structurels	Lobby réussi pour que les Fonds structurels financent l'accès à des logements abordables. Cette revendication est développée plus avant dans le document de prise de position d'EAPN sur les Fonds structurels et sur la Politique européenne de cohésion.
Domaine 4 : SERVICES	
Droit universel pour l'accès à des services sociaux de qualité	Demande clé dans le manifeste d'EAPN pour l'Europe 2020. Campagne pour exclure les services sociaux de la directive générale sur les services.
Normes de qualité incluant l'implication des personnes en situation de pauvreté	Travail commun avec la Plateforme Sociale sur des principes de qualité incluant l'implication des personnes en situation de pauvreté. Travail récurrent d'échange sur les normes de qualité et développement d'outils à cette fin.
Utilisation des Fonds Structurels pour financer un meilleur accès à des services de qualité	Revendication reprise dans la prise de position d'EAPN et dans son travail de lobby auprès de la Commission, du Conseil et du Parlement européens sur la future politique de cohésion sociale et les Fonds structurels, soulignant des bonnes pratiques et des exemples.
Accès à une santé qualité et Charte des droits	Revendication reprise dans le Manifeste d'EAPN et lors de l'Alliance de Printemps. Soutien à la charte de l'alliance pour une santé publique européenne. Collaboration avec PICUM, le lobby des femmes et la Fondation Roi Baudouin... Sur le droit à l'accès aux services, particulièrement pour les sans papier (tenue d'une conférence et de réunions pour le suivi de ce travail).
Etendre la protection infantile	Revendication récurrente faite dans les prises de position d'EAPN sur les Plans d'Action Nationaux et dans la MOC- accentué dans le rapport sur la pauvreté infantile. Reprise dans le Manifeste d'EAPN pour l'Europe 2020 et pour la Plateforme. Soutien à EUROCHILD qui travaille spécifiquement ce thème.
S'attaquer à la pauvreté énergétique	Campagne de lobby en collaboration avec les syndicats et les ONG pour que la pauvreté énergétique soit intégrée dans le package ENERGIE des Plans d'Actions Nationaux. Actuellement, travail de lobby sur l'implantation en collaboration avec CECODHAS, la Présidence belge, la Confédération européenne des Syndicats et BEUC.
Domaine 5 : EMPLOI ET FORMATION	
Accès à un travail sain et de qualité appuyé par l'éducation et la formation	Fait partie des revendications d'EAPN sur l'Inclusion Active –sous le chapitre Marché du Travail inclusif. EAPN a réagi aux Rapports européens sur l'emploi en insistant sur la nécessité de créer des emplois de qualité et d'augmenter les opportunités d'emploi pour les personnes éloignées depuis longtemps du marché du travail. EAPN s'est assuré que l'accès et la qualité du travail soit reprise dans les Lignes directrices sur l'Emploi de la stratégie Europe 2020. EAPN produit une vidéo sur l'activation positive en vue d'une inclusion active et collabore également avec les syndicats (p. ex, à l'occasion de la Conférence sociale commune, Mars 2010.)
Opposition aux législations et politiques préconisant des sanctions punitives	EAPN a souligné l'impact négatif des sanctions punitives lors des Rapports sur les Programmes nationaux de Réforme et des Rapports sur la crise de 2009 et 2010.
Des énergies renouvelables comme source d'emploi	Revendications majeures dans le manifeste d'EAPN et lors de l'Alliance de Printemps. Lettres, lobby en direction des Ministres sur la nécessité de créer des emplois 'blancs et 'verts' de qualité

Domaine 6 : PARTICIPATION

<p>Promouvoir la participation des personnes en situation de pauvreté dans la lutte contre la pauvreté</p>	<p>C'est une priorité centrale pour EAPN qui assure la coordination des Rencontres européennes des Personnes en situation de Pauvreté pour les Présidences européennes et s'efforce que des rencontres similaires se tiennent au niveau national. Les Rencontres nationales de personnes en situation de pauvreté et les actions organisées par la majorité des Réseaux EAPN durant l'année 2010. en témoignent.</p> <p>Plus de lien entre les Rencontres européenne des personnes en situations de pauvreté et les autres réunions politiques européennes : p.ex. message à la Table Ronde annuelle de l'Inclusion Sociale par un des délégués de la 9ème Rencontre européenne.</p> <p>EAPN continue à demander que les politiques européenne et nationales impliquent des personnes en situation de pauvreté et leurs organisations à tous les niveaux et à tous les stades. .</p> <p>EAPN soutien ses membres dans leurs efforts d'accroissement de la participation au travers de séminaires et d'activités. Des nouvelles méthodes ont été testées par exemple lors de la Conférence sur le Revenu Minimum (traduction chuchotée)</p> <p>Livre sur la participation (2009) <i>Petits pas, grands changements</i>. Nouvelle publication planifiée en 2011 pour souligner d'avantage de bonnes pratiques de participation politique et d'organisations.</p> <p>Une stratégie visant à rendre EAPN plus participatif pour les personnes en situation de pauvreté a été développée avec celles-ci, les coordinateurs nationaux et les membres du Comité exécutif d'EAPN afin d'identifier les objectifs clés pour le travail des Réseaux nationaux et celui d'EAPN Europe. Cette stratégie sera reprise dans le Plan Stratégique d'EAPN 2012-2015.</p> <p>Une session de formation sera organisée en 2011 pour les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale actives dans les Réseaux Nationaux et qui souhaitent s'investir d'avantage dans la dimension européenne du travail d'EAPN.</p>
<p>La participation doit être régulière et dote de structures et statuts formels.</p>	<p>Revendication reprise dans : le manifeste d'EAPN, les revendications de la coalition de 2010 et dans tous les documents d'EAPN, y inclus ses propositions sur la Plateforme contre la Pauvreté. Objectif clé de la MOC, l'importance de la participation est explicitement incluse dans la Déclaration du Conseil pour l'Année européenne et dans la Communication de la Plateforme contre la pauvreté. EAPN soutien fortement l'organisation annuelle des Rencontres des personnes en situation de pauvreté et la nécessité de transférer ce type de pratique aux niveaux nationaux. Nous insistons sur le fait qu'il ne peut s'agir d'un événement ponctuel mais qu'il convient d'enclencher un dialogue régulier et structure sur les solutions politiques, particulièrement dans la MOC sociale, et à tous les niveaux de la Plateforme contre la pauvreté. Nous réclamons pour que des lignes directrices sur la participation soient incluses au niveaux européen et nationaux.</p>
<p>Indicateurs de monitoring de la participation</p>	<p>EAPN a fait des propositions d'indicateurs et a contribuer à une étude de la Commission sur ce sujet. Des résultats sont espérés après 2010.</p>

Annexe 3 : délégués et invités de la 10^{ème} Rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté



Autriche			
SCHUTTE Michael	MindestVerUnischerung		
SCHMIDT Wolfgang	AMSEL		
MAIR Martin	Aktive Arbeitlose		
GURTHNER Christine	Verin Pe-Le		
BRANDEL Doris	SHG „Gutes Leben für alle“		
Belgique			
BACKES Stephan	EAPN Belgique		
BAERT Geneviève	Réseau wallon de lutte contre la pauvreté		
DELESCAILLE Alain	Réseau wallon de lutte contre la pauvreté		
STEPMAN Patricia	Vierdewereldgroep Aalst		
MEULEMAN Daniël	t’Hope Roeselaere		
Bulgarie			
PEKANOV Angel	Mecembria		
HRISTOVA Ekaterina	Nevo Drom		
PAVLOVA Adriana	EAPN Bulgarie		
IVANCHEV Petar	EAPN Bulgarie		
HRISTOV Aleksandar	EAPN Bulgarie		
Croatie			
SVAGUSA Vesna	Drop of Kindness		
République Tchèque			
MALIKOVA Barbara	BLISS without RISK		
HORVATH Jan	BLISS without RISK		
BLAHA Petr	BLISS without RISK		
PIJALEK Jiri	BLISS without RISK		
JASKOVA Radka	BLISS without RISK		
KANOCHOVA Katka	BLISS without RISK		
Chypre			
Excusés			
Danemark			
BAY PETERSON Sofie	Sand		
HOLCK Ivan	Sand		
HOLMGREN René	Sand		
ERNSTSEN Per	Sand		
JENSEN Leif	Sand		
Estonie			
MERE Maur	EAPN Estonie		
TOPAASIA Ervin	Nömme Child Welfare		
TRAMBERG Irma	Nömme Child Welfare		
KAHJU Laura	Eapn Estonie		
Finlande			
VAISANANEN Veikko	EAPN Finlande		
		HAKANIEMI Matti	
		KYTOMAKI Tim	
		HASANEN Liisa	
		TYYNELA Arja	
		France	
		COLINET Geneviève	EAPN France
		PY Sofian	Fondation Armée du Salut
		VARET Sylvie	EAPN France
		KUCHARSKI Sonia	EAPN France
		PION Dominique	Hospitalité des Femmes
		GHARBI Arnaud	Espaces
		Allemagne	
		Verbund alleinerziehender Mütter & Väter	
		BIEHN Erika	
		FRANKE Werner	Strassenfeger
		HUGET Brigitte	Frauenladen Beesko
		SCHMIEDL Robert	Verdi Erwerbslosenausschuss
		SCHROTER Jens	Institute für angewandte Armut
		WEBER Jürgen	hartziV Betroffene
		Grèce	
		KALDANI Maria	EAPN Grèce
		DINOPOULOU-TZATZIMAKI Fani	Ass.pour l’aide sociale à la jeunesse
		SANKOH Hawanatu	
		VANGELA Maria	Fondation pour le travail social
		VAGGA Giannoula	
		Hongrie	
		Réseau hongrois de lutte contre la pauvreté	
		MESTER Attila	
		Réseau hongrois de lutte contre la pauvreté	
		BARANYECZ Janos	
		Réseau hongrois de lutte contre la pauvreté	
		HENN Brigitta	
		Réseau hongrois de lutte contre la pauvreté	
		KISS Csabane	
		Réseau hongrois de lutte contre la pauvreté	
		SZEKELYHIDINE B. Maria	
		Réseau hongrois de lutte contre la pauvreté	
		Islande	
		GUDNASON Gudni Heidar	EAPN Islande
		Irlande	
		LYNCH Kay	
		MACKEY Michael	Simon Galway
		Mouvement irlandais des gens du voyage	
		CONNORS Annie Mary	
		Organisation nationale irlandaise des chômeurs—INOÜ	
		PIERCE Laura	
		FITZPATRICK Karen	One Family

Italie	
ALILOVIC Vesna	
BYBLIV Oksana	
FIORETTI Francesco	
BATTAGLIA Beppe	
EMILIO Sabrina	
RUFINO Francesca	
Lituanie	
BARANAUSKAITE Vaida	HPI fondation balte
NORMANTIENE Natalija	Zibinai Community
GRISKEVICIENE Lolita	Gelvonai Community
LAUKEVICIENE Gema	Croix-Rouge lituanienne
Luxembourg	
LUDWIG Caroline	EAPN Luxembourg
FANNAN Zarah	EAPN Luxembourg
Macédoine	
CAROVSKA Mila	Plate-forme macédonienne de lutte contre la pauvreté
Malte	
VELLA HABER Paul	EAPN Malte
CAMILLERI Helen	EAPN Malte
DIALLI Christopher	EAPN Malte
GOITOM Yosief	EAPN Malte
Pays-Bas	
SMEEKES Alida	EAPN NL
AIBICH Abdel	EAPN NL
VAN LINSCHOTEN Marianna	EAPN NL
PAVLIASCHRILI Inga	EAPN NL
LEEMKUIL Sonia	EAPN NL
Norvège	
GENFELDT Anna	Maison de la pauvreté
HASSAN Jamila	Bibi Amka
MATHISEN Kim	Total Rehab
LEGPOLD PETERSEN Merethe	Ass. Des familles monoparentales
FORSBERG Tore	AKTBO Selfindependent
Pologne	
OSINSKA Anna	ATD QUART MONDE
SLEDZ maria	ATD QUART MONDE
DARKOWSKA Elzbieta	ATD QUART MONDE
CEDRO Alina	ATD QUART MONDE
WIERA Mirosław	ATD QUART MONDE
FREY Włodzimierz	ARIADNA Varsovie
Portugal	
LOPES Rui	EAPN Portugal

COSTA Higinio	EAPN Portugal Lisbonne
CARRASQUEL Iris	EAPN Portugal Braga
ALMEIDA Paula	EAPN Portugal Guarda
CANHOTO Prudencio	EAPN Portugal Beja
Serbie	
KRUNIC Jasmina	SeConS groupe d'initiative en matière de développement
Slovaquie	
TRNOVEC Stanislav	Réseau slovaque de lutte contre la pauvreté – club des familles nombreuses
FEJKOVA Petra	Réseau slovaque de lutte contre la pauvreté
HERO Jan	Réseau slovaque de lutte contre la pauvreté - Roma Gymnasium Kremnica
SPIRKOVA Miriam	Réseau slovaque de lutte contre la pauvreté
Slovenie	
NOUHOUM Ibrahim	Zavod Risi - EAPN Slovenie
NOVAK Miroslava	Zavod Risi - EAPN Slovenie
KNIFIC Vida	Zavod Risi - EAPN Slovenie
SVETANIC Llonka	Zavod Risi - EAPN Slovenie
Espagne	
ALLENDE Isabel	EAPN Espagne
AKRIKEZ Layachi	
CERQUEIRAS Ana	
VILLAFRANCA d.I.T Martin	
DE DIEGO Marta	
DIAZ-PLAZA Maria S.	
BAIXAUILI M. Luisa	
Suède	
ANDREASSON Rasken	EAPN Suède
ANDREASSON Ann Kristine	EAPN Suède
CARLSSON Bengt	EAPN Suède
ANDREASSON Theres	EAPN Suède
NORDSTROM Mari	EAPN Suède
Royaume-Uni	
RAMADAN Nazek	La voix des migrants EAPN Angleterre
MUHIADDIN Maysoun	La voix des migrants
TARUVINGA Yeukai	La voix des migrants
HESLOP June	ATD Quart-Monde
McMURCHIE Mary	ATD Quart-Monde
NEVILLE Anne-Marie	ATD Quart-Monde

Président	
ÖRY Csaba	Membre du Parlement européen
Intervenants	
BALOG Zoltán	Ministre d'état en charge de l'inclusion sociale, Hongrie
ANDOR László	Commissaire européen pour l'emploi, les affaires sociales et l'inclusion sociale
CARPARELLI Antonia	Directrice ff. pour la stratégie Europe 2020, la politique sociale, Commission européenne
BEETS Lauris	Président du Comité Protection sociale
Poul Skytte CHRISTOFFERSEN	Ambassadeur du Danemark
WOOLEY Mick	Président de la commission emploi
DIERCKX Danielle	Oases – Université d'Anvers
COURARD Philippe	Secrétaire d'état à l'intégration sociale et à la lutte contre la pauvreté, Belgique
CEULEMANS Estelle	CES – ??CSE
SMITH Rebekah	Business Europe
HOREMANS Ludo	Président d'EAPN
LAMBERT Jean	MEP – Les verts
GALEZIAK Janusz	Représentation permanente de la Pologne
FARRELL Fintan	Directeur d'EAPN
Ministère hongrois	
LAKNER Zoltán	Ministère de l'administration publique et de la Justice, Secrétariat pour l'inclusion sociale
NAGY Katalin	Représentation permanente de la Hongrie
VAJDA Gyorgyi	Représentation permanente de la Hongrie
JUTKUSZ Lilla	Ministère de l'Administration publique et de la Justice, Secrétariat pour l'inclusion sociale
Ministère danois	
EJDRUP WINTHER Eva	Ministère des affaires sociales
BOJE NIELSEN Mikkel	Ministère des affaires sociales
NIELSEN Peter Truels	Représentation permanente danoise
Ministère belge	
VAN GEERTSOM Julien	SPF Intégration Sociale
RABAU Muriel	SPF Sécurité sociale, Belgique
VANDEBUSSCHE Johan	Cabinet du secrétaire d'état à l'intégration sociale et à la lutte contre la pauvreté, Belgique

DE KERF Nele	Cabinet du secrétaire d'état à l'intégration sociale et à la lutte contre la pauvreté, Belgique
Commission européenne	
PARASKEVAS Marie- Anne	EMPL/D2
SAINT DENIS Antoine	EMPL/D4
DENCH Kevin	EMPL/D2
VANYOLOS Istvan	EMPL/D2
OPLAND Oyvind	EMPL/D1
DEGRAND-GUILLAU Anne	
HOLTHUIS Egbert	
CPS/ EMCO/Institutions UE	
BEVERS Tom	Commission emploi EMCO
KVEDARAITE Daiva	CESE
MATO Juan Carlos	Ministère de la santé, des politiques sociales et de l'égalité, Espagne
GODINA Janja	Ministère de l'emploi, de la famille et des affaires sociales, Slovénie
	Représentation permanente de la Slovaquie
KEIRLE Marie	Ministère des Solidarités, France
SULTANA George	Ministère de l'enseignement, de l'emploi et de la famille, Malte
SVOJSE Jiri	Ministère de l'emploi et des affaires sociales, République Tchèque
CULIK Stefan	Ministère de l'emploi et des affaires sociales, République Tchèque
ELLISAARI Jaakko	Ministère des affaires sociales, Finlande
PORKKA Pauliina	Représentation permanente de la Finlande
KELLY Paul	Ministère de la protection sociale, Irlande
RUIZ BAUTISTA M. Dolores	Ministère de la santé, de la politique sociale et de l'égalité, Espagne
ANDERSON Robert	EuroFound
Parlement européen	
JANQUIN Denis	Remplaçant Mr. Fr. Daereden, Eurodéputé
Karima DELLI	Les verts
ANTAL Dora	Assistant parlementaire de M. ORY.
Milieu universitaire	
Eric MARLIER	Instead
Hugh FRAZER	Université, Irlande
Syndicats	
MAUCHER Mathias	Syndicat européen du service public - EPSU

ONG	
CARACCIOLO Barbara	Solidar
JONES Sian	Coordinatrice politique d'EAPN
FERRO Amana	Chargé de mission, EAPN
CARON Vincent	Chargé de mission, EAPN
VILKAMAA Susanna	Stagiaire chez EAPN
BASARAB Tanya	EAPN
RENOUX Marie-Cécile	ATD Quart Monde
VERZAT Elisabeth	ATD Quart Monde
DROZD Anna	Eurocities
GREEN Caroline	Eurocities
GANZERLA Sylvia	Eurocities
BAUSSAND Pierre	Plate-forme Sociale
NANKIEWICZ Agata	ATD Quart-Monde Pologne
Conseil de l'Europe	
AUXEMERY Coleen	Division recherche et développement sur la cohésion sociale
Animateurs	
CALVANELLI Laura	Caritas – Italie
CESARINI SFORZA Letizia	CILAP - Italie
GINNELL Paul	EAPN – Irlande
GORIS Josée	SPP Intégration sociale – Belgique
GUIDICELLI Marie	Fondation Armée du Salut - France
HERMANS Marja	T'huiszorg – Belgique
MARGUERY Olivier	Fondation Armée du Salut - France
MARTON Izabella	EAPN – Hongrie
ROY Heather	Eurodiaconia
STRIANO Mauro	FEANTSA
VERECKEN Léopold	CPAS Bruxelles- Belgique
ZEGHICHE Hayet	COFACE
Coordinatrice	
GERONDAL Micheline	EAPN
Rapporteur	
GEOGHEGAN Pauline	
Equipe d'EAPN	
FLEMAL Coralie	
DAHMEN Sigrid	
GOMEZ Leticia	
LEE Rebecca	
LEMMENS Philippe	



